

# le prolétaire

organe du parti communiste international

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:** La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

**«programme communiste»**  
Revue théorique en français  
**«il comunista»**  
Journal bimestriel en italien  
**«el programa comunista»**  
Revue théorique en espagnol  
**«El proletario»**, Journal en espagnol  
**«Proletarian»**, bulletin en anglais

**Journal bimestriel**  
**N° 524**  
**Mai - Juin 2017**  
54<sup>e</sup> année - 1 €, 3 CHF, £1,5, 60 DA,  
0,5 DT, 20 DH, 500 F CFA, 1,5 \$ CA

## DANS CE NUMERO

- La Gauche Communiste d'Italie soumise au supplice bourgeois des «dictionnaires biographiques»
- Elections législatives en Algérie: des jeunes détruisent les urnes!
- Guyane
- Non à l'acharnement judiciaire contre la famille d'Adama Traoré
- Les hôpitaux gangrenés par le capitalisme
- Bombardement de troupes du régime en Syrie. L'Amérique de Trump a montré ses muscles

## Manchester: Un massacre cyniquement utilisé pour renforcer l'«union sacrée» entre prolétariat et bourgeoisie

Au cours des deux dernières années se sont multipliés les attentats terroristes perpétrés par des militants liés à l'extrémisme islamiste. Se définissant d'une façon ou d'une autre, mais organisé surtout par Daech ou Al Qaïda, celui-ci est classé de façon générale dans la catégorie du djihadisme (djihad = guerre sainte), avec ses racines religieuses dans l'Islam fondamentaliste.

Pourquoi des racines religieuses ?

Il est désormais évident qu'il s'agit d'une justification apparemment «noble», non «terre à terre», à des actes violents présentés comme réaction à la violence bien plus grande des puissances impérialistes, comme une espèce de «droit de riposte» des «victimes» de ces agressions. L'Occident capitaliste, chrétien et impérialiste, a, de son côté, tout intérêt à cataloguer le «terrorisme international» comme un terrorisme de matrice islamique; cela lui permet d'opposer à ce «mal» le «bien» d'une «civilisation» qui prétend répandre dans le monde le progrès économique et social, la démocratie et la paix...

Sauf que ce progrès économique et social se base sur l'exploitation de la force de travail humaine dont l'esclavage, qui, dans les grands pays industrialisés est adouci par les miettes concédées aux masses et masqué par le système démocratique, est beaucoup plus violent et bestial dans les pays moins développés, où existe une main d'œuvre surabondante à exploiter à merci ou à jeter au rebut comme des marchandises invendues.

Pourquoi les attentats de marque islamiste, des années après ceux du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, frappent-ils maintenant en Europe, le berceau de la civilisation (berceau du capitalisme, du colonialisme, de l'impérialisme)? Pourquoi frappent-ils le lieu où se sont formés et développés les facteurs d'un progrès économique, technique et financier qui s'est ensuite diffusé au monde entier - en même temps que tous

( Suite en page 6 )

## Bilan des élections présidentielles: Recomposition du théâtre politique bourgeois pour mieux défendre le capitalisme

L'interminable campagne pour les élections présidentielles, avec ses multiples et sensationnels rebondissements, qui a duré presque une année, vient donc de se conclure par l'élection d'un jeune «homme neuf», Macron. Il a obtenu 20 millions 753 mille voix (66% des bulletins exprimés) contre 10 millions 643 mille (34% des exprimés) à sa concurrente Le Pen; il y a eu plus de 12 millions d'abstentions et 4 millions de bulletins blancs ou nuls, chiffre particulièrement élevé. Les élections législatives de juin ne serviront qu'à confirmer ce résultat. Résultat inattendu: il y a à peine quelques mois la plupart des dits «politologues avertis» et

des politiciens en place, estimaient que sa candidature était vouée à l'échec en raison de son positionnement centriste, «ni à gauche ni à droite», de l'absence d'un parti avec un minimum d'implantation et de cadres politiques un tant soit peu expérimentés, et de l'absence de tout programme politique digne de ce nom. Jusqu'au bout certains analystes (et les candidats concurrents) n'ont vu dans le succès croissant de sa campagne qu'une «bulle médiatique» prête à éclater à tout moment ou que le résultat chanceux d'un concours de circonstances, et dans Macron un candidat «fragile» et finalement «mal élu»!

### LES ENSEIGNEMENTS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

La dénonciation par les marxistes du mensonge démocratique, leur lutte contre les illusions électorales et pour l'abstentionnisme révolutionnaire, n'ont rien à voir avec l'indifférentisme anarchisant envers les élections. Celles-ci sont en effet un moment clé de la vie politique bourgeoise et à ce titre elles doivent être combattues et non pas ignorées. L'une de leurs fonctions est de permettre l'expression et la solution des divergences entre fractions de la classe dominante; mais leur but principal est le maintien de la paix sociale (1), autrement dit le maintien de la paralysie du prolétariat, son abandon de ses intérêts de classe et son adhésion aux impératifs du capitalisme (déguisé sous le nom de «patrie», d'«économie nationale», etc.). C'est sous cet angle qu'il est possible de les analyser,

de déterminer les causes des changements et d'en tirer les enseignements utiles pour le prolétariat.

Il n'est pas besoin d'être très perspicace pour comprendre que la victoire de Macron et la défaite des deux partis qui depuis plus de trente ans constituaient les 2 piliers du théâtre politique bourgeois ne doit rien au hasard. A gauche, le Parti Socialiste, profondément déconsidéré après la succession des attaques anti-ouvrières, la persistance d'un chômage de masse et la dégradation des conditions de vie de larges secteurs de la population sous le quinquennat de Hollande (au point que ce dernier a finalement renoncé à se représenter) s'est effondré à un niveau qu'il n'avait pas connu depuis presque 50 ans: son candidat Benoit Hamon (qui appartenait pourtant à son «aile gauche») avec 6,3% des voix a fait pratiquement le même score que Defferre (5%) le candidat de la moribonde SFIO pourrie jus-

qu'à la moelle en 1969, alors que Hollande avait dépassé les 28,6% il y a 5 ans! A droite le candidat des Républicains (nouvelle appellation du vieux parti gaulliste) a bien mieux résisté, puisqu'il a atteint les 20%. Mais les profondes divisions internes de son parti lui ont fait perdre toutes chances de se qualifier pour le second tour, puisqu'il n'est arrivé qu'en troisième position (alors qu'au début de la campagne tous les sondages le donnaient largement vainqueur).

La poussée électorale puis la victoire de Macron ne peuvent pas être mises sur le compte des médias, comme s'il s'agissait d'un effet de mode, d'une sorte d'engouement passager envers un *jeune premier*. Au-delà des contingences et des péripéties diverses, elles s'expliquent par l'usure, la perte d'efficacité, en un mot l'incapacité

( Suite en page 2 )

## Venezuela: Face à la crise capitaliste qui pousse la petite-bourgeoisie dans la rue, le prolétariat a besoin de son organisation de classe indépendante et de son parti révolutionnaire!

Au cours de ces 3 dernières semaines l'opposition réactionnaire et petite-bourgeoise a réalisé de nombreuses manifestations, qui se sont presque toutes terminées par des affrontements violents. La liste des victimes ne cesse d'augmenter: au moment de terminer cet article, on dénombre 29 morts, plus de 600 blessés, et plus de 1200 arrestations.

Les manifestations ont commencé après un «coup d'Etat parlementaire» (ou «auto-coup d'Etat» visant à destituer les parlementaires d'opposition) contre l'Assemblée Nationale, coup qui fut annulé au bout de 2 jours. Pèsent également sur le climat politique le jugement d'inéligibilité porté contre le leader de l'opposition bourgeoise, Henrique Capriles, et la répression contre d'autres dirigeants d'opposition, victimes d'agressions et d'intimidations de la part de bandes chavistes (les fameux «collectifs») et des organes de sécurité de l'Etat. Il est certain que c'est jeter de l'huile sur le feu.

Pour comprendre un peu ce mouvement des classes moyennes en furie, il faut remonter à l'année 2002 où elles furent utilisées comme masse de manœuvre pour tenter de faire tomber Chavez. Par la suite les choses se calmèrent durant un bon moment, grâce, cela ne fait pas de doute, à la hausse vertigineuse des prix du pétrole

qui détermina une embellie économique. Mais les choses recommencèrent à se détériorer après la crise économique mondiale de 2008 (qui eut comme conséquence une récession au Venezuela en 2009 et 2010), mais surtout à partir de l'arrivée au pouvoir de Maduro (après la mort de Chavez) en 2015.

### LE PRIX DU FROMAGE BLANC «PA RAYA» A AUGMENTÉ DE 21563%!

Personne ne peut ignorer que le Venezuela connaît une situation économique qui devient chaque jour plus difficile: l'économie s'est contractée de 18% l'année dernière, la troisième année de récession. Le chômage dépasse les 25% cette année. Il y a aussi le problème de la pénurie des produits - qui est le premier facteur de l'inflation - qui les fait disparaître des circuits officiels pour les faire réapparaître sur le marché noir où ils peuvent connaître une augmentation des prix allant jusqu'à 21563 % du prix officiel. Le salaire minimum plus le cesta-ticket est de 148 638 Bolivars, alors que le coût de la vie pour une famille moyenne est estimé à 772 000 Bs (3). L'inflation est responsable de cette différence, atteignant un total sur un an de 440%. La FAO (organisation onusienne) juge que les chif-

fres officiels ne sont pas crédibles, et l'opposition a demandé une aide humanitaire pour la population...

De fait, parallèlement aux grandes manifestations de l'opposition démocratoputschiste, certains secteurs populaires ont commencé à se mobiliser contre le Clap (système mis en place pour combattre le manque des produits de base) où ils ne voient qu'une aumône qui ne couvre pas du tout les besoins alimentaires de la grande majorité de ceux qui en bénéficient (4).

### LES RACINES DE LA CRISE

la crise économique au Venezuela est la conséquence directe de la crise capitaliste internationale; la récession économique mondiale a fait baisser les besoins en pétrole, entraînant en conséquence une chute de son cours: le prix du baril qui avait atteint un sommet de 140 dollars en 2015 est aujourd'hui autour des 50 dollars. Or le pétrole est la première ressource du pays qui détient les plus grandes réserves prouvées de la planète; il représente 95% des exportations et assure les deux-tiers des recettes de l'Etat. Les efforts de l'OPEP (cartel des producteurs de pétrole dont le

( Suite en page 5 )

# Bilan des élections

(Suite de la page 1)

croissante de la «vieille politique», comme disent les Macronistes, à répondre aux besoins généraux du capitalisme français: tant d'ailleurs pour ce qui est de l'adaptation aux réalités nouvelles des rapports inter-impérialistes (économiquement, contrairement à l'allié-concurrent allemand, le capitalisme français n'arrive pas à sortir du marasme, tandis que sur le plan de la politique étrangère l'impasse de son positionnement trop pro-américain et anti-russe est apparu au grand jour avec la nouvelle administration Trump) que pour ce qui est du maintien de la paix sociale, comme démontré par la tendance croissante du gouvernement socialiste à tourner le dos à l'entente avec les appareils syndicaux et à privilégier la répression (les brutalités policières lors du mouvement contre la loi El Khomri ont fait plus d'un millier de blessés rien qu'à Paris, plusieurs centaines de manifestants sont passés en procès, écopant parfois de peines de prison fermes, etc.).

Il est certain que des organes de presse influents ont soutenu efficacement la candidature de Macron, propulsée et financée également par des groupes capitalistes du secteur des Nouvelles Technologies (2); elle a en outre bénéficié dès le début du ralliement de cadres du PS et du gouvernement, et de hauts fonctionnaires.

L'obstination de Fillon, vainqueur de la primaire de la droite grâce au soutien actif des réseaux catholiques intégristes, à conserver son programme économique «de choc libéral», a peut-être été autant la cause de l'échec de sa candidature, que la révélation dévastatrice des «emplois fictifs» de son épouse et de ses enfants. Nombre de politiciens et de responsables bourgeois se sont en effet publiquement inquiétés que la brutalité de ce programme risquait de déclencher des affrontements sociaux (3).

La plupart des structures du parti Les Républicains ont refusé de faire campagne pour «leur» candidat, tandis qu'une partie des responsables prenait langue avec Macron. C'est ainsi que ce dernier est peu à peu devenu le candidat bourgeois «naturel», avec le grand avantage d'apparaître aux yeux des électeurs comme un homme politique nouveau et sans tache, c'est-à-dire ne suscitant pas a priori de réactions aussi négatives parmi les prolétaires qu'un Fillon, premier ministre de Sarkozy pendant 5 ans. Mais en dépit de son «jeune» âge (39 ans) l'ancien banquier de chez Rothschild est tout sauf un homme neuf. Sous Hollande il a d'abord été, au secrétariat de la présidence, «la courroie de transmission entre les grandes entreprises et le pouvoir» (4). Il a ensuite été nommé ministre de l'économie, poste où il a mis en oeuvre diverses mesures de «libéralisation» économique répondant aux vœux du patronat, conformément à l'orientation gouvernementale pro-capitaliste.

Mais les vicissitudes de cette action l'ont convaincu, ainsi que ses sponsors, qu'il fallait dépasser des blocages de nature politique si l'on voulait aller plus loin dans les attaques anti-prolétariennes. La fameuse loi El Khomri n'était ainsi qu'un premier pas largement insuffisant pour les capitalistes; mais alors qu'elle avait pourtant suscité une opposition prolétarienne dans la rue, elle n'avait pas été soutenue par la droite au parlement, ce qui avait exposé le gouvernement à une motion de censure de la part de députés PS «frondeurs» qui aurait pu le faire chuter (5). La question de savoir si ces députés voulaient vraiment la chute du gouvernement, ou si, plus vraisemblablement, il ne s'agissait de leur part que d'un geste démagogique, est tout à fait secondaire par rapport au fait que le gouvernement Valls a rencontré des difficultés pour faire passer sa loi, à cause bien sûr de la pression du mécontentement de la rue, quand bien même celui-ci était étroitement canalisé par les syndicats.

La conclusion tirée probablement par des cercles bourgeois influents était que ce gouvernement à bout de souffle avait définitivement épuisé son utilité au service du ca-

pitalisme; il devait donc céder la place à un nouveau jouissant de la légitimité fournie par une victoire électorale; mais il fallait en outre que ce nouveau gouvernement ait l'habileté de ne pas provoquer inutilement les prolétaires.

C'est en tout cas à la suite de cet épisode que ses sponsors décidèrent Macron à sauter le pas, à quitter le gouvernement et à créer un mouvement politique indépendant dépassant le traditionnel clivage droite-gauche de la politique bourgeoise. Sa victoire écrasante, qui s'explique par le fait qu'il se trouvait au deuxième tour face à la candidate du Front National, et la formation de son gouvernement avec des ministres de droite, de gauche et du centre, ont accentué le désarroi des partis bourgeois traditionnels qui s'interrogent anxieusement sur leur avenir ou préparent leur ralliement.

Mais elle a été saluée chaleureusement par les milieux patronaux (6); nous ne donnerons qu'un exemple, parce qu'il nous semble résumer un sentiment général dans ces milieux, celui d'un PDG disant à propos de Macron: «*Il est pro-business, mais avec un vernis social. Ce qui est important, car cela accroît les chances que les travailleurs soient derrière son programme*» (7).

## LE RÔLE DE L'EXTRÊME-DROITE

Comme en 2002 vis-à-vis de Chirac, le Front National a de nouveau servi à provoquer un ralliement presque général autour du futur vainqueur désigné de la présidentielle. Le «réflexe démocratique», qui fait soutenir un candidat bourgeois classique contre un candidat bourgeois d'extrême droite, a été cependant moins puissant qu'il y a 15 ans. La propagande sur le prétendu danger que ferait courir à la démocratie une victoire du FN a indéniablement perdu de sa force.

D'une part parce que le F.N. s'est efforcé depuis quelques années de changer son image, allant jusqu'à adopter une orientation réformiste démagogique à destination des prolétaires (son programme comporte des mesures sociales comme le retour à la retraite à 60 ans, l'abrogation de la loi El Khomri, etc.); et aussi parce qu'il a réussi à rassembler quelques autres forces bourgeoises autour de lui (le petit parti gaulliste de Dupont-Aignan ou le courant catholique traditionaliste de «La manif pour tous», etc.).

Mais surtout parce que le souvenir du mouvement contre la loi El Khomri (dont l'ancien ministre de l'économie était le véritable responsable) était encore suffisamment fort pour rendre difficile le vote Macron chez beaucoup d'électeurs prolétaires. Lors des rassemblements du premier mai on a ainsi pu constater que de nombreuses discussions portaient sur ce thème, et qu'une partie, minoritaire sans doute, mais significative des manifestants se disaient hostiles à un soutien à Macron. Ce n'est pas par hasard si entre les deux tours la propagande des grands médias n'a cessé de dénoncer l'abstention.

La bourgeoisie française considère que le FN est très utile dans l'opposition, d'une part pour rabattre les électeurs vers les urnes au nom de la défense de la démocratie «menacée», et d'autre part diviser les prolétaires en attisant la xénophobie et le racisme; mais elle n'envisage aucunement de le laisser accéder au pouvoir, non seulement à cause des orientations économiques qu'il défend (sortie de l'euro et de l'Union européenne, etc.), mais surtout parce que cela risquerait fortement de déboucher sur des affrontements qu'elle veut justement éviter.

Les dirigeants du FN ne se faisaient évidemment aucune illusion sur la possibilité de victoire de Marine Le Pen; cette dernière se positionnait clairement comme la future opposante n°1 à Macron, sur une plate-forme social-nationaliste, s'adressant aux électeurs de gauche tout en ayant l'objectif de récupérer une partie de la droite classique.

Mais son résultat moins bon qu'espéré a signé l'échec relatif de cette orientation contradictoire; et il se pourrait bien que le FN n'échappe pas à la recomposition générale des forces politiques bourgeoises, au vu de la manifestation de ses lignes de fracture internes entre des courants prônant une adaptation au consensus bourgeois sur l'Europe et l'abandon de la rhétorique «sociale», d'autres insistant au contraire sur le «souverainisme», etc.

Quoi qu'il en soit, la persistance d'une force d'extrême-droite sur une base nationaliste et xénophobe anti-prolétarienne est hors de doute car elle est l'expression de certaines couches petite-bourgeoises et d'aristocratie ouvrière dont le statut et les positions sociales relativement privilégiées sont menacées par l'aggravation de la concurrence et les mutations de l'exploitation capitalistes.

Rappelons que si cette extrême-droite est bien évidemment une force anti-prolétarienne, elle ne représente pas une menace fasciste, pour la bonne et simple raison que la bourgeoisie n'a aujourd'hui aucune raison de recourir au fascisme: la démocratie est une méthode encore amplement suffisante pour obtenir la soumission du prolétariat. Ce n'est pas le FN mais les partis démocratiques de droite ou de gauche qui, en tant que gestionnaires de la domination bourgeoise, ont au cours des décennies écoulées porté les attaques contre le prolétariat.

## LE SUCCÈS DE «LA FRANCE INSOUMISE»

Une des caractéristiques de cette élection a été le succès, lui aussi inattendu, de «La France Insoumise», rassemblement électoral pour la candidature Mélenchon avec le soutien du PCF. Mélenchon a obtenu plus de 7 millions de voix, soit 19,6% des suffrages exprimés (contre seulement 11% à la précédente élection présidentielle); s'il a raté (de peu) son objectif d'arriver en troisième position en passant devant Fillon, il a tout de même réussi, en siphonnant les voix de Hamon, le candidat du PS et des écologistes, à s'imposer à gauche.

Sa capacité à élargir sa base électorale, particulièrement auprès d'électeurs du PS, a reposé en grande partie sur son tournant à droite; dans ses meetings l'Internationale a été remplacée par la Marseillaise, les drapeaux rouges par les drapeaux tricolores, les mots de «travailleurs» et «camarades» par «les gens», le soutien aux travailleurs immigrés sans-papiers par la dénonciation des étrangers «qui prennent le pain des travailleurs français», etc., etc. Le «souverainisme» affiché de Mélenchon, qui se traduit notamment par un nationalisme anti-allemand, débouche sur des positions pro-impérialistes bien dans la continuité du social-impérialisme du PCF. Le Pen, en lançant un appel à ses électeurs pour le deuxième tour, n'a guère forcé le trait en accordant un satisfaction à Mélenchon parce «qu'à la différence de sa campagne menée en 2012, celle-ci était plus apaisée et positive. Il ne s'agissait plus de s'en prendre comme à l'époque aux patriotes mais au contraire de s'adresser à la Nation et de viser son unité» (9).

Rappelons que Mélenchon n'était en réalité pas candidat à la présidence de la République, mais à la constitution d'une force suffisamment crédible pour occuper la place laissée vacante sur l'échiquier politique par la déliquescence accélérée des vieux partis réformistes PS et PCF (10).

L'existence d'une telle force est indispensable au contrôle politique du prolétariat; elle sert de garde-fou à l'ordre bourgeois en fournissant aux mécontentements et aux poussées de luttes ouvrières l'exutoire inoffensif d'une alternative sur le terrain électoral et parlementaire. Etant donné l'accentuation en préparation des attaques contre les conditions de vie et de travail des prolétaires, son absence est un problème qui pourrait devenir menaçant pour la stabilité du système de domination bourgeois. Le succès électoral de Mélenchon ne peut suffire à combler ce vide; «La France Insoumise» peut bien revendiquer des dizaines de milliers de partisans reliés par internet (Mélenchon a par exemple organisé une consultation par internet de ses partisans pour déterminer l'attitude par rapport à Macron),

elle n'est pas un parti. Les «réseaux sociaux» peuvent être très utiles pour diffuser des informations et amplifier les mouvements d'opinion, ils ne peuvent remplacer une organisation structurée et implantée parmi les prolétaires.

## L'«EXTRÊME» GAUCHE: FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS OU LA VOIX DU RÉFORMISME?

Une fois de plus les groupes dits d'«extrême» gauche (en réalité pas extrémistes du tout) «trotskystes» (en réalité les premiers à trahir les enseignements de l'auteur de «Terrorisme et communisme»), Lutte Ouvrière et NPA ont participé au grand cirque électoral, alors que les Lambertistes, divisés en deux factions rivales (le Parti Ouvrier Indépendant et le Parti Ouvrier Indépendant et Démocratique), n'ont pas eu cette année la force de le faire.

Leurs résultats sont sans doute bien loin de ceux atteints il y a 15 ans, lors de la présidentielle de 2002 où les 3 candidats se réclamant du trotskysme avaient au total obtenu un peu plus de 10% des voix au premier tour (contre 1,73% cette année); démonstration, s'il en était besoin que les succès électoraux sont éphémères et qu'ils ne peuvent à eux seuls changer les rapports de force réels entre les partis, et encore moins entre les classes.

Mais, surtout par leur présence médiatique au cours de la campagne, ces candidatures ont contribué à renforcer parmi une frange de travailleurs en rupture avec le réformisme traditionnel, la croyance martelée par la propagande bourgeoise selon laquelle les élections sont le seul moyen pour modifier l'ordre établi.

On pourrait nous objecter que le NPA et LO disent bien qu'il ne faut pas se faire d'illusions sur la portée des élections.

Les déclarations de ce genre existent en effet, mais elles ne valent pas grand-chose si l'on considère que ces organisations consacrent une partie très importante de leurs forces, de leurs énergies militantes et de leurs ressources matérielles à la participation systématique à toutes les élections: ces faits démontrent que pour elles les élections sont très importantes! Sans doute elles ne donnaient plus à leur participation électorale des objectifs aussi ambitieux qu'auparavant; il ne s'agissait plus comme en 2012 d'en faire «une étape importante dans la construction du parti révolutionnaire» (Lutte Ouvrière) ou tout en l'utilisant pour contribuer à «dégager Sarkozy», «une nécessité absolue», promouvoir «un plan d'urgence anticapitaliste» (NPA), mais plus simplement de «faire entendre le camp des travailleurs». Utiliser la «tribune électorale» donc, mais pour dire quoi?

Tout le monde a pu constater que les candidats de ces partis n'ont fait aucune propagande même vaguement révolutionnaire, qu'ils se sont bornés à avancer des revendications comme l'interdiction des licenciements, la défense des services publics, etc.: c'est la voix du réformisme qu'ils ont fait entendre!

Les prolétaires (nous préférons utiliser ce terme à ceux plus vagues de «travailleur» ou «monde du travail» qui sont souvent utilisés à dessein par les opportunistes de tout poil pour englober les couches de la petite bourgeoisie) ne peuvent «se faire entendre» que par la lutte et sur leur terrain de classe, et non par le bulletin de vote et sur le terrain de la démocratie bourgeoise. Le problème en réalité n'est pas de se faire entendre (de qui sinon des bourgeois?), mais d'imposer un rapport des forces suffisant pour arrêter ou faire reculer l'ennemi de classe quand on n'a pas encore la force de le renverser. L'«extrême gauche» électoraliste qui appelle régulièrement les prolétaires à participer au cirque électoral, et avance des revendications de réforme du capitalisme, les détourne du même coup du terrain de classe et de la préparation à la future lutte révolutionnaire.

## CE QUI ATTEND LE PROLÉTARIAT

A ce jour le nouveau gouvernement

n'a pas annoncé de façon précise ses objectifs, période électorale oblige! Mais des documents révélés par la presse indiquent qu'il entend faire droit à des revendications patronales pour faciliter les licenciements, les contrats de travail temporaires, etc. On sait aussi qu'il veut aller vite pour faire passer des «réformes» pour «libérer» le travail – autrement dit des contre-réformes pour abroger certaines restrictions à l'exploitation des prolétaires qui avaient été concédées dans les périodes d'expansion économique afin de permettre le maintien de la paix sociale.

«Avec cette litanie de "bombes", le gouvernement est assuré de braquer tous les syndicats et de faire descendre dans la rue des dizaines de milliers de personnes» s'effraie *Le Monde* en rapportant les intentions gouvernementales (10). Il est sûr que le gouvernement a prévu d'éviter de longs débats parlementaires, en légiférant par ordonnances, non pas parce qu'il craindrait une opposition des députés, mais parce qu'il ne veut pas laisser le temps à un mouvement de lutte de se développer; c'est aussi la raison pour laquelle ces ordonnances devraient être prises durant la période estivale où il est bien sûr plus difficile pour les prolétaires de se mobiliser.

Mais le gouvernement s'emploie à déminer le terrain en associant l'opportunisme syndical à la discussion des futures mesures – ce qu'avait négligé de faire le gouvernement socialiste lors de loi El Khomri. Les premiers contacts lui ont permis d'enregistrer l'appui non seulement de la centrale ultra-collaborationniste CFDT (qui est devenue lors des dernières élections syndicales, le premier syndicat de France dans le secteur privé, devant la CGT), mais aussi de FO qui avait joué au syndicat combatif lors du mouvement contre la loi El Khomri (11); quant à la CGT, tout en déclarant ne pas être d'accord avec les orientations gouvernementales, elle s'est félicitée que le dialogue soit possible. Démonstration supplémentaire que ses déclarations martiales d'il y a à peine quelques mois selon lesquelles le combat contre la loi El Khomri et autres mesures anti-ouvrières allait reprendre, n'étaient que de la poudre aux yeux. Un magazine grand public titrait il y a quelques semaines: «ça va cogner. Emmanuel Ma-

*ron résistera-t-il à la CGT et à l'extrême-gauche?»* (12).

En réalité la CGT et les autres syndicats collaborationnistes (bien plus que l'«extrême-gauche» de Mélenchon ou des trotskystes) sont la carte maîtresse de la bourgeoisie dans la période qui vient, comme ce fut le cas dans la période précédente. Les attaques capitalistes entraîneront inévitablement des ripostes des prolétaires; dans ces affrontements sociaux qui vont inévitablement se déclencher, les grands appareils syndicaux s'emploieront à stériliser, isoler et canaliser les luttes.

On peut déjà le constater dans les conflits locaux ou partiels qui ont éclaté ou se sont prolongés sans respecter l'habitude «trêve électorale» comme la grève des ouvriers de Whirlpool, la lutte des ouvriers de GMS (entreprise sous-traitante de Renault et Peugeot placée en redressement judiciaire) qui en avril occupait leur usine et y plaçaient des engins explosifs pour détruire les machines, ou celle des camionneurs transporteurs d'essence en mai.

Les syndicats ont pu faire reprendre le travail aux camionneurs sans que rien n'ait été obtenu, sinon une entrevue avec le ministre du travail (!), au moment où leur grève allait atteindre son maximum d'efficacité en entraînant une pénurie de carburant en région parisienne; de même les travailleurs de GMS avaient été convaincus de reprendre le travail après que des promesses de reprise de l'entreprise aient été faites; mais début juin rien ne s'était concrétisé... Quant à Whirlpool, c'est Macron lui-même qui avait salué l'intersyndicale qui «a pris ses responsabilités», «n'a pas été dans la surenchère» qui n'a pas «tout bloqué» comme à Goodyear et négocie un «plan social» avec la direction. Les ouvriers ont repris le travail et attendent d'éventuels repreneurs... La conclusion est claire: la méthode des organisations collaborationnistes conduit inéluctablement à la défaite, dans les petits comme dans les grands conflits.

A travers les élections actuelles, la bourgeoisie a donné le coup d'envoi à une re-composition de son système politique pour mieux répondre aux besoins du capitalisme français. En dernière analyse la cause de cette réorganisation est la recherche d'une exploitation plus efficiente et plus sûre du

prolétariat, cible des attaques qui se préparent dans le secret des conciliabules entre hauts fonctionnaires, représentants patronaux et bonzes syndicaux.

Pour y faire face le prolétariat sera lui aussi contraint de se «réorganiser», c'est-à-dire de rompre avec «l'organisation» – la **désorganisation** en fait – qui lui imposent toutes les forces de l'opportunisme politique et syndical, tous les agents de la collaboration de classe, et de retrouver la voie de l'organisation indépendante de classe, tant sur le terrain de la lutte économique ou immédiate, que sur celui politique et révolutionnaire.

Cette voie ne pourra être ni automatique ni rapide et sans effort. Mais tous les pas qui, sous la poussée des affrontements sociaux, seront faits dans cette direction, dans la direction de la reconstitution du parti révolutionnaire communiste et des organisations classiste de lutte «économique» utilisant les méthodes et les moyens de la lutte de classe, seront fructueux: car ce sont eux qui permettront au prolétariat de se préparer avec des chances de succès à l'affrontement historique décisif avec la classe ennemie et tout son système économique et politique.

Les élections peuvent faire communier les larges masses dans le culte de la démocratie, les grandes manoeuvres politiques bourgeoises peuvent rencontrer un succès momentané, la tranchée entre les classes ne va pas pour autant cesser de se creuser.

C'est d'elle que renaîtra tôt ou tard la lutte de classe révolutionnaire!

9/6/2017

(1) Ce n'est pas par hasard si une des questions finales du débat télévisé entre les candidats était: comment unir les Français?

(2) Mais parmi ses premiers financiers il y avait aussi des capitalistes de l'économie traditionnelle, comme Henry Hermand, un riche milliardaire (décédé depuis) qui avait fait fortune dans la création de centres commerciaux. Hermand avait déjà financièrement soutenu la carrière politique de l'ancien Président centriste du Conseil Mendès-France dans les années 50 (!), et plus récemment

celle de l'ancien Premier Ministre socialiste Rocard.

(3) Dans un éditorial remarqué, le *Financial Times*, la voix des milieux financiers de la City londonienne, avait écrit à propos de ce programme que l'économie française n'avait pas besoin d'une «révolution». Fillon n'avait accepté que de surseoir à ses projets de réduction drastique de la couverture maladie de la sécurité sociale à la suite du tollé qu'ils avaient suscités.

(4) *Le Monde Diplomatique*, mai 2017.

(5) Les tentatives de déposer des motions de censure par les députés PS «frondeurs» ont échoué de peu.

(6) Enthousiasmé, Gattaz, le président du Medef a déclaré: «nous sommes sur un nuage» *Le Figaro*, 16/5/17.

(7) *Financial Times*, 11/5/17

(8) Selon *Le Nouvel Observateur* (21/5/17) les autorités auraient préparé diverses mesures en cas de victoire de Le Pen pour «geler la situation politique», faire face à des manifestations d'«extrême gauche» «dont certaines pourraient entraîner des troubles sérieux» et «assurer la sécurité de l'Etat» par des mesures de police extraordinaires comme l'utilisation d'«armes létales» contre les manifestants, etc.

(9) <http://www.ouest-france.fr/politique/marine-le-pen/marine-le-pen-appelle-les-electeurs-de-melenchon-faire-barrage-macron-4956079>. Le Pen disait avoir noté que «de belles Marseillaises ont été entonnées par les partisans de la France insoumise»...

(10) L'ancien sénateur et ministre socialiste l'a déclaré ouvertement: «je ne veux pas affaiblir le PS, je veux le remplacer». Son alliance difficile avec le PCF a tourné court; celui-ci se rattachant au PS comme à une bouée pour tenter de sauver ses derniers élus, a toutes chances d'être entraîné dans son naufrage.

(11) Il est vrai que la nouvelle ministre du travail est, selon la presse, très appréciée par FO. Ce n'est pas un hasard: l'ancien négociateur de FO a été nommé directeur-adjoint du cabinet ministériel, le directeur étant un cadre du Medef. Le bonze et le cadre patronal vont ainsi travailler en commun contre les prolétaires. Au moins, les choses seront claires!

(12) *Le Point*, 23/5/17

## La Gauche Communiste d'Italie soumise au supplice bourgeois des «dictionnaires biographiques»

Depuis quelques années fleurissent des publications traitant de notre mouvement, que ce soit à propos de sa phase de réorganisation en parti durant et après la deuxième guerre mondiale, de la scission de 1952 d'où naquirent deux organisations, plus connues sous le nom de leurs journaux respectifs (*Battaglia Comunista* et *Il Programma Comunista*), ou de sa vie ultérieure. Nous avons déjà parlé d'ouvrages consacrés à Amadeo Bordiga et de ceux qui prétendent écrire une histoire de notre courant et de notre parti en se focalisant sur les individus plutôt que sur les positions politiques.

Leurs auteurs prétendaient faire émerger une vérité qui pendant des années a été occultée par des forces politiques intéressées non seulement à déformer les positions authentiquement révolutionnaires des courants dits de gauche communiste, dont celui dont nous revendiquons, la Gauche Communiste dite d'Italie, mais tout simplement à effacer de l'histoire, c'est-à-dire de la mémoire des prolétaires, l'activité révolutionnaire des partis communistes et de leurs militants qui n'ont jamais abandonné la cause de l'émancipation prolétarienne, même au prix de leur vie. Avec ces nobles arguments ils prétendaient vouloir jeter une nouvelle lumière sur des militants calomniés par l'historiographie traditionnelle, comme en particulier Amadeo Bordiga qui a toujours combattu l'intellectualisme, la personnalisation des tendances politiques, la réduction de la théorie marxiste et des lignes politiques tactiques et organisationnelles qui en découlent à des objets d'interprétation personnelle.

Lénine écrivait à l'été 1917: «Il arrive aujourd'hui à la doctrine de Marx ce qui

*est arrivé plus d'une fois dans l'histoire aux doctrines des penseurs révolutionnaires et des chefs des classes opprimées. Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'oppressés les récompensent par d'incessantes persécutions; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine auréole afin de "consoler" les classes opprimées et de les mystifier; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son contenu, on l'avilit et on émousse son tranchant révolutionnaire.*

*C'est sur cette façon d'"accommoder" le marxisme que se rejoignent aujourd'hui la bourgeoisie et les opportunistes du mouvement ouvrier. On oublie, on refoule, on altère le côté révolutionnaire de la doctrine, son âme révolutionnaire. On met au premier plan et on exalte ce qui est ou paraît acceptable pour la bourgeoisie»* (1).

C'est précisément la besogne que réalisent, consciemment ou non, peu importe, les auteurs de ces différents ouvrages. On nous a souvent demandé et on nous demande encore pourquoi nous n'avons jamais édité les «Oeuvres complètes» de Bordiga ou sa biographie ou encore l'histoire du parti à travers la figure de ses militants.

L'explication est simple: le parti marxiste ne combat pas la bourgeoisie et ses agents seulement sur le plan de la lutte politique ou de la lutte pratique, mais aussi sur le plan théorique et «philosophique»; c'est-

à-dire qu'il combat l'idéologie bourgeoise dont l'individualisme et le personnalisme sont une partie fondamentale.

L'action du parti de classe est une action collective; l'action de cet organe indispensable à la révolution prolétarienne et à la dictature du prolétariat, à la guerre de classe contre toutes les bourgeoisies du monde et à la transformation économique et sociale de la société, est une force qui ne dépend pas de grands personnages qui lui dicteraient son programme et ses orientations; c'est elle à l'inverse qui sélectionne son matériel humain, ses militants aptes à remplir ses tâches historiques – ou alors il faudrait jeter aux orties le matérialisme historique et tout espoir de déchiffrer le cours des événements, et embrasser pour l'éternité l'idéologie bourgeoise et son culte stupide des grands hommes.

Il est sûr que l'idéologie bourgeoise, reprise et diffusée en permanence par tous les agents de la bourgeoisie (staliniens, post-staliniens, sociaux-démocrates, etc.) a cherché et cherche encore à effacer de la mémoire des prolétaires tout souvenir de la glorieuse histoire de la lutte de classe révolutionnaire. Mais ce n'est pas en transformant les militants révolutionnaires du passé, de la base ou du sommet, en personnages illustres, qu'il serait possible d'arracher les prolétaires d'aujourd'hui à l'intoxication démocratique et pacifiste et de les intéresser à leur propre histoire de classe – à supposer que cela ait été le but des auteurs de ces ouvrages. En transformant les militants prolétaires en personnages avec leur nom, leur pseudonyme, leur photo, les «dictionnaires biographiques» deviennent le ciment des révolutionnaires rempli des pier-

res tombales des morts et des mourants, devant lesquelles il ne reste qu'à pleurer la défaite du prolétariat.

Notre parti avait entamé sous l'égide d'Amadeo Bordiga un travail sur l'«Histoire de la Gauche Communiste» qui a continué après sa mort en 1970. Le premier volume, consacré à l'histoire du courant marxiste en Italie des origines jusqu'en 1919, comportait une introduction où l'on pouvait lire:

«Tant le texte d'aujourd'hui, que les

( Suite en page 4 )

### El Proletario

Órgano del partido comunista internacional  
No 13 - Abril-Mayo de 2017

- 1917. La luz de octubre ilumina la vía de la revolución de mañana
- En España: crisis, recuperación y ejército industrial de reserva
- El delito de odio
- Deus ex machina
- Venezuela: frente a la crisis capitalista que empuja a la pequeña burguesía a la calle, el proletariado necesita su organización de clase independiente y su partido revolucionario!
- La América de Trump saca músculo
- 8 de marzo. Para la mujer proletaria sólo existe un camino: La lucha de clase anticapitalista y, por lo tanto, anti burguesa y anti democrática
- ¡Abajo el circo electoral!
- Lacerante alternativa histórica en el proletariado blanco tras la onda del asalto de la primera postguerra rosa y roja y el oscurecimiento presente en los partidos corrompidos de Moscú.

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

## La Gauche Communiste d'Italie soumise au supplice bourgeois des «dictionnaires biographiques»

( Suite de la page 3 )

textes d'alors sont anonymes: les uns et les autres parce que nous les considérons non comme l'expression d'idées ou d'"opinions" personnelles, mais comme des textes de parti; et le premier pour la raison supplémentaire qu'il est le fruit d'un travail de recherche, de compilation et de remise en ordre collectif, auquel ne s'attache aucune étiquette de personne, qui non seulement ne comporte pas, mais exclut la revendication mercantile bourgeoise de la pire forme de propriété, la propriété "intellectuelle"».

A la base de la mystification de la réalité sociale par la bourgeoisie se trouve l'idée que les individus agissent selon les opinions personnelles qu'ils se forment librement dans leur conscience; à l'inverse pour le matérialisme l'action des individus est déterminée par des facteurs matériels, des déterminations de classe, dont la plupart du temps ils n'ont pas conscience ou dont ils ne prennent conscience qu'avec retard.

Ce n'est que dans un **organe** spécifique, le parti de classe, constitué sur la base des enseignements des luttes passées et agissant conformément à ces enseignements, que peut se réaliser le «renversement de la praxis», c'est-à-dire que la conscience et la volonté peuvent précéder et déterminer l'action de la classe dominée, dans la stricte limite des conditions objectives.

Pour son oeuvre permanente de propagande et de contrôle social la classe dominante s'est dotée de toute une armée non seulement de politiciens et d'organisations politiques et sociales, mais aussi d'éducateurs, d'enseignants, d'écrivains, d'artistes, etc., en un mot d'intellectuels diffusant les multiples facettes de l'idéologie bourgeoise en direction des différentes couches sociales, et en particulier en direction de la classe exploitée qui a potentiellement la capacité de renverser la bourgeoisie et son mode de production.

On comprend alors dans quel cadre s'inscrivent les publications parues récemment sur la «Gauche communiste d'Italie», et en particulier le «Dictionnaire biographique d'un courant internationaliste. Un siècle

de Gauche communiste "italienne" (1914-2014)» et le «Dizionario biografico dei comunisti "italiani" 1912-2012» (2).

Ces deux ouvrages, qui partagent la même orientation et qui sont apparemment le produit d'une collaboration entre leurs auteurs, se composent de notices plus ou moins détaillées de personnes que ceux-ci ont choisies de matière arbitraire d'insérer dans leurs listes. On y trouve en effet des personnages qui n'ont rien à voir avec notre courant ou qui en ont été des adversaires politiques! Il est certain que ces auteurs ont effectué des recherches, recueilli des documents et des témoignages leur permettant, suivant le matériel disponible, voire leurs sympathies personnelles, d'écrire quelques lignes inutiles ou des notes plus importantes. Mais les erreurs n'y manquent pas, qu'elles soient dues à la mauvaise qualité des sources ou à l'incompréhension politique des auteurs.

Que ces derniers soient complètement soumis à l'idéologie démocratique bourgeoise et qu'ils en suivent la mensongère illusion d'une «libre circulation des idées et des personnes», cela était déjà démontré par leur travail réalisé pour publier des données personnelles, laissant largement de côté les questions politiques qui sont à la racine des trajectoires individuelles; qu'ils se soient ensuite délectés de publier les noms et même les pseudonymes de militants encore en activité, est la preuve d'une légèreté qui relève de la **délation** pure et simple. Mais pour l'intellectuel démocrate habitué à vivre dans le confort paisible des grandes démocraties impérialistes, cela est impossible à comprendre.

Le principe de l'anonymat dans le travail du parti n'est pas un dogme, mais une arme de lutte contre l'individualisme bourgeois, contre le culte de la personnalité, contre la réduction de la lutte des classes à la lutte des individus, des chefs ou des grands personnages qui «feraient» l'histoire; il est indissolublement lié au fonctionnement du parti de classe, qui doit être basé non sur le principe démocratique, mais sur ce que nous avons appelé le «centralisme organique». Le parti n'est pas un club de discussion, disait Lénine; ce n'est pas un organe «ouvert» aux influences les plus

diverses (comme l'étaient et le sont les partis réformistes aux influences bourgeoises, et dont le fonctionnement, ce n'est pas par hasard, est de type parlementaire), mais un organe «fermé» où seuls sont admis ceux qui partagent ses principes, son programme et son orientation politique générale.

Ce n'est évidemment pas du goût de nos auteurs; l'un d'eux parle du «péril de l'anonymat» qui «créait une sorte de perversion politique»: en effet «il ne pouvait plus y avoir de tribunes libres exprimant la diversité d'opinions divergentes ou simplement en recherche!» (3).

Là où le démocrate petit-bourgeois voit une **perversion** – la fin de l'expression d'une «diversité d'opinions divergentes», nous voyons, nous, une condition **indispensable** pour le fonctionnement du parti qui a historiquement la tâche de centraliser et de diriger l'action prolétarienne vers la prise du pouvoir au travers de la plus terrible des luttes de classe. Sur lui en effet pèse et pèsera tout le poids de l'idéologie et des influences bourgeoises pour le faire hésiter, discuter, rechercher, en un mot remettre en cause la fidélité à ce qu'il a de plus précieux parce que c'est ce qui guide son action: le programme communiste synthétisant les grandes leçons des luttes de classe du passé à la lumière du marxisme invariant.

En conclusion d'un rapport de Bordiga à la réunion générale du parti à Turin les 1-2/6/1958, au chapitre intitulé *Mort de l'individualisme*, on peut lire:

*Le parti de classe prolétarien ne peut pas se diriger selon l'orientation révolutionnaire correcte si son matériel d'agitation n'est pas totalement conforme aux bases stables et invariables de la théorie.*

*Les questions de l'action quotidienne et du programme pour le futur ne sont que les deux aspects dialectiques du même problème, comme l'ont prouvé tant d'interventions de Marx jusqu'à la fin de sa vie, et d'Engels et de Lénine (Thèses d'avril, Comité Central d'octobre!).*

*Ces hommes n'ont ni improvisé, ni fait des révélations, mais ils ont toujours fidèlement suivi la boussole de notre action qu'il est si facile de perdre. Elle indique clairement d'où vient le danger et nos problèmes sont correctement posés quand on va à l'inverse des orientations générales fausses. Les formules et les termes peuvent être falsifiés par des traîtres et des incapables, mais leur usage est toujours une boussole sûre quand il est fait de manière continue et cohérente.*

*Dans le domaine philosophique et historique, notre ennemi c'est l'individualisme, le personnalisme. Dans le domaine politique, c'est l'électoratisme démocratique, dans n'importe quel camp. Dans le domaine économique, c'est le mercantilisme.*

*Tout changement de cap vers ces orientations insidieuses, en vue d'un avantage apparent, équivaut à sacrifier l'avenir du parti au succès d'un jour; cela revient à capituler sans condition devant le Monstre de la contre-révolution (4).*

Tous ceux qui diffusent la méthode consistant à personnaliser la lutte politique, ou qui lancent des imprécations contre le «sectarisme» et le «dogmatisme du marxisme orthodoxe» (5), non seulement ne peuvent pas prétendre être des marxistes (s'il existe un marxisme non orthodoxe, un marxisme «light», ce n'est qu'un révisionnisme, c'est-à-dire une adaptation opportuniste à l'idéologie bourgeoise); mais surtout ils contribuent à renforcer les obstacles jetés par la bourgeoisie sur la voie longue et difficile de la reconstitution du prolétariat en classe et donc en parti (pour reprendre les paroles du Manifeste Communiste).

Consciemment ou non, peu importe, ils travaillent contre l'émancipation du prolétariat.

(1) Cf Lénine, «L'Etat et la révolution», Oeuvres, tome 23. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er1.htm>

(2) Ph. Bourrinet, «Un siècle de Gauche communiste italienne (1914-2014). Dictionnaire biographique d'un courant internationaliste», left-dis.nl; Dino Erba, «Soversivi, incontri e scontri sotto la falce e il martello. Dizionario biografico dei comunisti "italiani", 1912-2012».

(3) «Dictionnaire biographique...», p. 79. L'auteur va jusqu'à affirmer que si Amadeo Bordiga signait parfois ses articles (quand ils étaient signés) «alpha» (transcription en grec de l'initiale de son prénom), c'était par mysticisme, en référence à la Bible où, dans le chapitre de l'Apocalypse, Dieu affirme être «l'alpha et l'oméga»!!!

(4) Cf «Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productives et des produits du travail», *Programme Communiste* n°103

(5) Cf Ph. Bourrinet, «Pathologie sectaire dans la Gauche Communiste. De la forteresse assiégée à l'écroulement de la Baliverna», mars 2016, pantopolis.overblog.com

## Elections législatives en Algérie: des jeunes détruisent les urnes!

Les marxistes ont la tâche permanente de combattre la mystification démocratique en montrant qu'elle ne sert qu'à voiler la domination de la classe bourgeoise derrière une apparente «égalité» entre tous les «citoyens».

Cette égalité **formelle** masque en effet l'inégalité **réelle** entre les **classes** sociales sur laquelle repose le capitalisme: inégalité entre la masse des exploités et la minorité des exploités, entre les prolétaires qui ne possèdent rien, et les capitalistes qui, possédant les moyens de production, s'approprient toutes les richesses produites par le travail des premiers, assurant ainsi leur position de **classe dominante**, qui modèle toutes les institutions de la société, étatiques ou non étatiques, de façon à ce qu'elles défendent exclusivement ses intérêts. De leur côté, les prolétaires n'ont qu'une seule possibilité pour réagir à leur exploitation et y mettre fin: la lutte de classe ouverte contre les capitalistes et leur Etat, lutte qui, poussée jusqu'au bout, aboutit au renversement révolutionnaire du pouvoir bourgeois et à l'instauration de la dictature du prolétariat.

Pour les détourner de cette voie potentiellement mortelle pour elle, la bourgeoisie a peu à peu mis en place dans tous les pays des institutions parlementaires et des mécanismes électoraux censés permettre l'ex-

pression de la «souveraineté populaire».

Dans les faits il y a bien longtemps que le centre du pouvoir ne se trouve plus dans les parlements, comme cela pouvait être le cas à l'époque des révolutions bourgeoises, mais dans l'appareil de l'Etat qui est au contact direct des groupes d'intérêts capitalistes. L'émancipation du prolétariat ne peut donc passer par la conquête des parlements, mais uniquement par la destruction de cet appareil. Les élections représentent sans aucun doute un enjeu tout à fait concret pour les différentes bandes de politiciens en concurrence pour la gestion de l'Etat, ainsi que pour les lobbys qui les financent; mais elles sont surtout importantes pour le système politique de domination bourgeois car elles sont un antidote à la lutte de classe: tant que les prolétaires croient à la fiction démocratique, ils sont moins enclins à se lancer dans la lutte directe.

C'est pourquoi les bourgeois s'efforcent dans toute la mesure du possible de maintenir en vie cette fiction, en particulier en laissant s'exprimer et concourir des opposants qui reprennent tout ou partie des griefs des masses prolétaires et en tolérant des concessions à ces dernières sous la forme de la mise en oeuvre de quelques promesses électorales – pourvu qu'elles ne coûtent pas grand-chose.

Mais en Algérie, alors que le pays est confronté à de graves difficultés économiques à la suite de l'effondrement du prix des produits pétroliers (qui représentent 98% des exportations), il n'est pas question pour les capitalistes de faire des concessions, il faut au contraire accroître l'exploitation et diminuer les dépenses sociales! Alors que plus du tiers de la population (soit 4 millions de personnes) serait en dessous du seuil de pauvreté (1), alors que les prix flambent à la suite de la baisse du dinar, alors que le salaire minimum (qui n'est pas toujours respecté) plafonne à 18000 dinars (150 euros), somme insuffisante pour couvrir les besoins normaux d'une famille, et que le chômage non indemnisé touche un tiers des jeunes, le gouvernement après avoir déjà augmenté le prix de l'électricité et du carburant, a décidé une hausse de la TVA pour 2017 (ce qui a provoqué des émeutes à Bejaïa début janvier). A l'autonomie dernier il s'était attaqué aux retraites des fonctionnaires, maintenant ce sont les dispositions du code du travail les moins défavorables aux travailleurs qui sont dans la cible.

Mais peut-être l'UGTA, le syndicat officiel seul habilité à négocier, va-t-elle défendre les travailleurs? Si quelqu'un avait des espoirs à ce sujet, la réunion tripartite entre le gouvernement, le patronat (FCE)

et l'UGTA qui s'est déroulée à Annaba début mars, les dissiperait; elle a abouti à un véritable «front commun» entre tous les participants – front commun évidemment contre les prolétaires. Sidi Saïd, le secrétaire général du syndicat a affirmé son soutien «à toutes les actions qu'entreprend le Premier ministre», n'hésitant pas à déclarer: «si vous voulez aller de l'avant, il faut libérer l'investisseur et débureaucratiser l'action de l'investissement». Si on défend les capitalistes investisseurs et le «patriotisme économique», il est clair qu'on ne peut défendre les travailleurs promis à un surcroît d'exploitation par ces capitalistes!

Parmi les prolétaires et les jeunes confrontés à la dégradation continue de leurs conditions de vie et qui ont l'expérience de leur inutilité, le désintérêt envers les élections législatives du 4 mai était généralisé, en dépit de tous les efforts du pouvoir. Dans ces conditions, la participation des partis d'opposition: RCD, FFS, y compris d'«extrême gauche» comme le PT de Louisa Hanoune (3) et le PST (4), etc., étaient bien utiles pour tenter de donner une crédibilité à la force électorale.

Cela n'a pas suffi: les abstentions auraient atteint les 63% selon le chiffre officiel, sous-estimé selon toute vraisemblance (5).

Le PST, n'a pas pu ne pas ne pas reconnaître qu'il était «à contre-courant de la vague abstentionniste» («y compris parmi ses plus proches»), tout en expliquant que cet abstentionnisme faisait le jeu «des partis du pouvoir et de l'oligarchie» (6). Des



## GUYANE: Seule la rupture de l'alliance interclassiste et l'organisation de classe peut permettre aux prolétaires de recueillir les fruits de leur mobilisation !

Quelques jours à peine après avoir annoncé le «renforcement de la lutte», le comité interclassiste qui dirigeait le mouvement, «Pou la Gwiyann dékolé», déclarait la fin du mouvement comme le voulaient les organisations patronales; il n'avait pas obtenu les 2 milliards d'euros supplémentaires qu'il revendiquait, mais il clairomna que ces milliards avaient été «actés» par les négociateurs gouvernementaux. En fait cette expression signifiait simplement que le gouvernement avait admis que la somme était nécessaire au développement de la Guyane – déclaration n'engageant concrètement ni le gouvernement actuel, ni celui appelé à lui succéder: autrement dit de la pure poudre aux yeux destinée à faire passer l'arrêt de la lutte... Nous reproduisons ci-dessous le texte où nous mettons en garde contre cet inévitable résultat de l'interclassisme.

Après plus d'un mois de mobilisation, de barrages de route, de grèves, le mouvement social en Guyane arrive à la croisée des chemins. Alors que certains avaient appelé à un durcissement du mouvement après la fin des négociations avec le gouvernement, le collectif «Pou la Gwiyann dékolé» (Pour que la Guyane décolle) qui dirige le mouvement, annonçait la levée des barrages pour le week-end de Pâques et éventuellement la poursuite de la lutte par d'autres moyens; cette décision fait suite à des appels à la levée des barrages venant de diverses organisations patronales (comme le collectif «Pou Lagwiyann circulé» – Pour que la Guyane circule – regroupant essentiellement des patrons).

Les causes de la lutte en Guyane sont faciles à trouver, dans le sous-développement de cette ancienne colonie qui est officiellement, depuis la fin de la dernière guerre mondiale, un département français comptant aujourd'hui environ 250 000 habitants (contre à peine 33 000 en 1960). Le chômage y touche officiellement le quart de la population active (plus de 46% pour les moins de 25 ans), le taux de pauvreté est de plus de 44% (contre 14% en métropole), les infrastructures que ce soit les écoles, les hôpitaux, etc., sont terriblement insuffisantes, provoquant une véritable «crise sanitaire»; 30% de la population, souvent immigrée, vit dans de véritables bidonvilles, sans eau courante ni électricité. La misère alimente une criminalité sans commune mesure avec celle connue en France (par exemple 3 vols à main armée pour 1000 habitants contre 0,14 en métropole, etc.) et elle est à l'origine des tensions raciales qui se tournent souvent contre les étrangers qui, chassés par la

misère, viennent de Haïti, du Surinam voisin ou du Brésil.

C'est cette question de la criminalité qui a été à l'origine du mouvement, mais bien vite les problèmes sociaux vitaux pour les masses sont venues au premier plan, tandis que le manque criant d'investissements dans les infrastructures a été l'élément-clé des mobilisations des diverses organisations professionnelles.

Il faut dire que dès le départ le mouvement a été de nature interclassiste. Le dit «mouvement des 500 frères», regroupant des militants cagoulés se proposant de faire reculer l'insécurité, qui a été à l'origine du mouvement, a été organisé par des policiers; sa cible est «l'immigration clandestine» accusée d'être responsable de la hausse de la criminalité et sa principale revendication est l'augmentation du nombre de policiers. Le collectif dirigeant le mouvement, «Pou la Gwiyann dékolé», regroupe pêle-mêle les organisations patronales locales et les divers syndicats; il a élaboré une liste de revendications précises dans différents domaines pour le développement du territoire. Beaucoup de ces revendications, de nature sociale, intéressent directement les prolétaires et les masses pauvres de Guyane; mais d'autres sont de nature bourgeoise (modification du statut de la Guyane, etc.) et certaines, spécifiques au développement capitaliste et à la santé économique des entreprises locales (par exemple dans les transports), sont directement **anti-prolétaires** comme l'augmentation de forces de police, la diminution des cotisations patronales et autres mesures pour faire baisser le «coût du travail» (c'est-à-dire aug-

menter l'exploitation des prolétaires): il n'y a pas de doute sur celles qui seront satisfaites en premier lieu...

Sans doute ce caractère de quasi unanimité du mouvement explique l'importance des manifestations qui ont rassemblé jusqu'à 15000 manifestants à Cayenne et près de 10 000 à Saint Laurent du Maroni, ce qui est énorme pour la Guyane. Mais la force essentielle du mouvement a été donnée par la grève générale, déclenchée le 27/3, qui a permis de multiplier les barrages et d'arrêter l'activité économique du port; la grève et les barrages ont également interrompu l'activité du Centre Spatial Guyanais (d'où sont lancées les fusées Ariane et autres) qui est le véritable poumon économique de la Guyane, occupant près de 16% de la population active guyanaise. Autrement dit ce sont les prolétaires qui sont la véritable force vive du mouvement.

Mais ce ne sont pas eux qui en sont à la tête et par conséquent ils ont toute chance d'être les dindons de la farce: ce ne sont pas les patrons ni les syndicats collaborationnistes qui défendent leurs intérêts face à l'Etat bourgeois! Les fameux milliards revendiqués par le comité, s'ils sont accordés, tomberont dans les caisses des patrons et en définitive seule une petite partie servira à améliorer leurs conditions de vie: c'est ce qui se passe depuis des décennies en Guyane et c'est ce qui caractérise partout le fonctionnement du capitalisme.

Les patrons trouvent maintenant que la grève a assez duré et, non contents d'œuvrer au sein du comité pour la faire cesser, certains appellent ouvertement à la répression contre ceux qui veulent maintenir les barrages: l'unanimité interclassiste ne peut à la longue masquer la fracture de classe. Les prolétaires de Guyane doivent être conscients qu'ils n'ont pas les mêmes intérêts que les bourgeois; ceux qui ne jurent que par l'unité de tous les Guyanais (comme les trotskystes du NPA qui affirment dans leur communiqué du 23/3 que «seule la mobilisation de l'ensemble de la société guyanaise [sic] dans la diversité culturelle de ses composantes permettra d'aboutir à la victoire») veulent les garder prisonniers dans cette camisole interclassiste qui les condamne à la défaite. Pour obtenir satisfaction sur leurs revendications propres, il est essentiel que les prolétaires rompent avec l'interclassisme: il n'y a pas d'autre voie que l'organisation autonome sur des bases de classe et la solidarité de tous les prolétaires, de souche ou immigrés, avec ou sans papiers,

contre les bourgeois et l'Etat central.

Les événements de Guyane montrent que la lutte ouverte peut arracher des concessions à l'Etat bourgeois; mais seule la lutte organisée sur des bases de classe peut permettre aux prolétaires d'obtenir une victoire réelle. C'est la voie à suivre, en Guyane comme partout.

**Vive la lutte indépendante de classe des prolétaires en Guyane, vive la solidarité prolétarienne de classe !**

17/4/2017

### Non à l'acharnement judiciaire contre la famille d'Adama Traoré!

Sur le dernier n° du Prolétaire, à propos de l'affaire Théo, nous avons évoqué le meurtre d'Adama Traoré, étouffé par des gendarmes en juillet 2016 et l'acharnement contre sa famille, avec notamment l'arrestation de son frère Bagui. Justice et police ont tout fait pour dissimuler les faits et intimider la famille. Arrêté et accusé de menaces de mort contre les policiers municipaux à la suite d'une altercation lors d'un rassemblement devant la mairie de Beaumont sur Oise pour demander justice pour Adama, il avait été condamné à 8 mois de prison ferme (2 autres frères ont été condamnés à de lourdes amendes). Bagui avait alors entamé une grève de la faim en protestation de sa condamnation (une fâcheuse confusion nous avait fait demander la libération d'Adama: c'était évidemment celle de Bagui qu'il fallait lire).

L'acharnement continue. Début juin le tribunal de Versailles a un peu diminué les peines prononcées en première instance, mais Bagui reste condamné à 6 mois de prison et il est encore poursuivi pour «tentative d'assassinat» de policiers lors des émeutes qui avaient suivi la mort de son frère. Par contre la plainte déposée par la famille contre les gendarmes qui ont provoqué la mort d'Adama n'est toujours pas instruite! Les faits sont éloquentes: la justice est avant tout au service de l'ordre établi, c'est pourquoi elle frappe ceux qui se mobilisent contre un crime et absout ceux qui l'ont commis. Seule la lutte contre cet ordre injuste pourra venger ses victimes!

Vérité pour Adama! Liberté pour Bagui! A bas la justice bourgeoise!

trotskystes à contre-courant, ce n'est pas banal; mais il s'agissait de «se saisir de la tribune électorale [pour] présenter ses propositions politiques». Et quelles sont ses propositions? – «Cristalliser sur le plan politique une convergence démocratique, anti-libérale et anti-impérialiste» (7). Traduite en langage marxiste, cette formule où l'on voit que toute référence à l'anticapitalisme est exclue, signifie: alliance interclassiste, nationaliste et pro-capitaliste d'Etat. Pour aller vers une telle alliance avec des forces **petite-bourgeoises** et **bourgeoises**, il est parfaitement naturel de tourner le dos à la réaction spontanée des prolétaires et d'utiliser le mécanisme, même frelaté, de la démocratie bourgeoise...

C'est la voie inverse que doivent prendre les prolétaires: celle de la lutte et de l'organisation indépendante de classe, en dehors et contre les institutions bourgeoises, y compris démocratiques! C'est ce que semblent avoir compris des groupes de jeunes (et moins jeunes) manifestants, accusés par les autorités et les médias d'être des anarchistes, fauteurs de troubles, des violents, etc.: ils ont brûlé les urnes, saccagé les bureaux de vote, barré les routes et se sont affrontés à la police dans diverses localités des wilayas de Bouira, Béjaïa et Tizi-Ouzou le jour des élections. Ils entendaient dénoncer la «mascarade électorale» et appeler à la lutte «car seule la lutte paie» (8). Voilà un bon début!

la Défense des Droits de l'Homme. Cf <http://www.lematindz.net/news/22055-un-algerien-sur-trois-vit-en-dessous-du-seuil-de-pauvrete.html>

(2) Cf <http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2017/03/07/article.php?sid=210369&cid=2>

(3) Le PT (Parti des Travailleurs, «trotskyste» lambertiste) a d'abord fait mine de s'interroger, avant de décider bien sûr d'y participer. Il a été récompensé par l'octroi de 11 députés.

(4) Le PST (Parti Socialiste des Travailleurs), organisation sympathisante de la IVe Internationale (SU), n'était présent, pour des raisons de force, que dans la wilaya de Béjaïa.

(5) Voir l'article instructif du *Soir d'Algérie* sur les manipulations de l'administration: <http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2017/05/06/print-2-213252.php>

(6) <https://npa2009.org/actualite/international/legislatives-en-algerie-abstention-et-climat-de-fin-de-regne>

(7) <http://tendanceclaire.org/breve.php?id=23837>

(8) Selon le tract distribué à Raffour (wilaya de Bouira). On pouvait aussi y lire: «A ceux qui disent que notre refus des élections est une forme de violence [nous répondons] que cette dernière a toujours été exercée par l'Etat et toutes ses institutions y compris le parlement avec sa nouvelle loi de finance qui remet en cause tous les acquis des luttes sociales depuis 1988 jusqu'à nos jours, en adoptant une batterie de mesures anti-sociales».

## Venezuela: Face à la crise capitaliste

(Suite de la page 1)

Venezuela est membre fondateur) ont sans doute permis de faire sensiblement remonter les cours qui étaient tombés à 30 dollars, mais cela est complètement insuffisant pour rétablir les finances du pays. Selon une analyse de la Deutsche Bank de l'année dernière (5), le cours du baril devrait atteindre les 200 dollars pour équilibrer les finances du Venezuela!

Ce n'est pas une fatalité, mais la conséquence du vampirisme du capitalisme pétrolier; faute d'une véritable et sérieuse diversification vers d'autres secteurs (industrie et agriculture), y compris à l'époque de Chavez, il accapare toutes les ressources et plonge les masses, y compris petite-bourgeoises dans la misère, pour ne pas interrompre le flux de capitaux nécessaire à la multinationale pétrolière PDVSA: les dirigeants chavistes, soi-disant anti-impérialistes (6), donnent une priorité absolue au paiement de la dette envers les milieux financiers internationaux pour pouvoir continuer à obtenir des crédits pour maintenir et développer l'industrie pétrolière: il faut affamer la population pour alimenter le monstre capitaliste!

QUEL EST  
LE PROGRAMME DE LA MUD?

(Suite en page 6)

(1) D'après la Ligue Algérienne pour

## Venezuela: Face à la crise capitaliste

(Suite de la page 5)

veaux» du chavisme.

### LES CLASSES MOYENNES DANS LE LIT DE PROCUSTE

Bien qu'elle soit une classe ou une demi-classe possédant certains moyens de vie et de production, la petite bourgeoisie se trouve aujourd'hui au Venezuela prise en tenailles, coincée entre les deux classes fondamentales du système capitaliste, la bourgeoisie et le prolétariat. Dans cette période de crise elle redoute d'être précipitée, encore plus que le prolétariat lui-même, vers les niveaux les plus bas de la pyramide sociale, jusqu'à tomber dans le lumpen prolétariat; elle est par conséquent disposée à se prêter à n'importe quelle aventure de type fasciste face à la crainte de la prolétarisation. Elle se révolte contre les coups que lui assène le capitalisme, mais il n'y a pas de doute qu'à tout moment elle peut se tourner contre le prolétariat lui aussi attaqué. Marx disait dans *Le Manifeste* que les classes moyennes sont réactionnaires et que ce n'est qu'en abandonnant leurs intérêts de classe actuels qu'elles peuvent devenir révolutionnaires.

Dans la révolution française elles étaient révolutionnaires avec le prolétariat contre la monarchie, mais elles trahirent immédiatement après et permirent le massacre des prolétaires. Dans la révolution russe elles furent révolutionnaires contre l'absolutisme tsariste, auquel resta fidèle le gouvernement Kérénsky, mais après Octobre elles devinrent réactionnaires. Dans une révolution bourgeoise (ou semi-bourgeoise comme en Russie), elles peuvent jouer un rôle révolutionnaire décisif en dépit de leurs instabilités congénitales. Mais sous le régime

capitaliste, leurs tendances conservatrices sont beaucoup plus grandes. Trotsky écrivait justement que «la petite bourgeoisie est économiquement dépendante et politiquement atomisée. C'est pourquoi elle ne peut avoir de politique propre. Elle a besoin d'un 'chef' qui lui inspire confiance. Ce chef, individuel ou collectif (c'est-à-dire un individu ou un parti), peut lui être fourni par l'un ou l'autre des deux classes fondamentales, soit par la grande bourgeoisie, soit par le prolétariat» (7). On sait que les chefs de la MUD appartiennent aux familles les plus notables et les plus fortunées du Venezuela...

Si le prolétariat a la force de lutter réellement contre le capitalisme, s'il réussit à s'organiser solidement sur des bases de classe indépendantes, il peut attirer vers lui au moins certaines fractions de la petite-bourgeoisie contre l'ordre bourgeois. Mais s'il n'a pas cette force et si au contraire il se fonde dans un mouvement interclassiste, les classes petite-bourgeoises se tourneront inévitablement vers la grande bourgeoisie qui tout aussi inévitablement les utilisera contre le prolétariat.

Les grandes manifestations actuelles ne doivent pas semer des illusions. Il serait désastreux que les prolétaires se mettent à la remorque des classes moyennes du pays. Le prolétariat n'a pas d'autre alternative que de s'organiser indépendamment des *escualidos* (comme sont appelés les partisans de la droite bourgeoise) et des chavistes. Son organisation doit être une organisation de classe pour la défense exclusive de ses intérêts de classe: c'est la seule possibilité pour arracher contre le capitalisme certaines couches petite-bourgeoises et neutraliser les autres. Sinon c'est la bourgeoisie vieille ou nouvelle du Venezuela qui

imposera ses intérêts de classe exploiteuse y compris dans les périodes difficiles comme aujourd'hui, dont elle fera retomber la solution sur leur dos, ce qui signifiera sous le chavisme aujourd'hui et demain peut-être sous un régime «escualido»: faim, misère, exploitation!

Donc:

Aucune alliance derrière les petit-bourgeois au nom de la défense de la patrie ou de la démocratie, qui ne sont qu'une façon de désigner les intérêts de la bourgeoisie dominante, alliance qui ne serait pas autre chose que la voie du massacre assuré, mais reconstitution du parti prolétarien de classe, international et internationaliste pour mener la lutte contre le capitalisme national et international!

29/4/2017

(1) La Commission Economique pour l'Amérique Latine (CEPAL) estime que l'économie du pays va reculer de 7,2%, estimation proche de celle publiée la semaine dernière par le FMI: 7,4%.

(2) Le *cesta-ticket* est un complément de salaire uniquement destiné à l'alimentation; c'est l'équivalent du système de ticket-restaurant existant en Europe. La grande majorité de ceux qui le touchent sont soit sans emploi, soit petits commerçants (kiosquistes, vendeurs ambulants, boutiquiers, etc.). Mais derrière cette fonction, il y en a une autre: diminuer le pourcentage des prestations et rémunérations à prendre en compte pour le calcul des pensions, etc.

(3) Selon le Centro de Documentacion y Analisis de la Federación Venezolana de Enseñantes (Cendas-FVM), ce coût aurait atteint en mars 1.068.643 Bs, soit une augmentation de 15% par rapport au mois précédent!

(4) Le Clap (Comité Local de Distribution et Production) est un système organisé dans les quartiers populaires pour la répar-

ation, appartement par appartement, de paniers contenant des produits de première nécessité: une petite aide reçue tous les 15, 20 ou 30 jours pour compenser les pénuries. Son impact relève davantage de la propagande que d'une action efficace et durable. Toutefois dans l'immédiat il a un impact assez grand, touchant 3 millions d'habitants (le double selon le gouvernement) des quartiers populaires.

(5) <http://www.businessinsider.fr/uk/deutsche-bank-report-on-commodities-says-venezuela-needs-200-oil-to-balance-its-budget-2016-2/>

(6) Un document officiel de la FEC (Commission fédérale électorale des Etats-Unis) récemment publié, indique que la Citgo a donné 500.000 dollars au Comité Inaugural Présidentiel de Donald Trump. cf <http://docquery.fec.gov/pdf/286/201704180300150286/201704180300150286.pdf>. Une organisation liée au Parti Démocrate a jugé illégal ce don issu d'un pays étranger et a porté plainte. La Citgo est une filiale de la PDVSA, entreprise pétrolière vénézuélienne d'Etat; elle compte plus de 6000 stations-services (...) 3 raffineries et plus de 48 terminaux de dépôt et de distribution» aux Etats-Unis. cf Wikipedia. S'il fallait encore des preuves du caractère démagogique des déclarations anti-impérialistes démagogiques des dirigeants chavistes, en voilà une des plus claires (parmi tant d'autres)!

(7) cf Trotsky «Où va la France?», octobre 1934.

Vient de paraître:

**«Programme communiste»**  
Revue théorique  
du parti communiste international  
No 104 (Mars 2017)

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA + Cdn  
US\$4 / Amérique Latine US\$ 1,5 / Algérie 100  
DA Maroc 20 MAD

## Manchester: Un massacre cyniquement utilisé pour renforcer l'«union sacrée» entre prolétariat et bourgeoisie

(Suite de la page 1)

les facteurs de concurrence, de lutte pour la conquête des marchés, de guerres de rapines qui ont caractérisé le monde depuis que la révolution antiféodale a mis fin à la domination de l'absolutisme et des vieilles classes aristocratiques?

Les pays européens qui pendant des siècles ont pillé et colonisé des continents entiers pour en tirer, au détriment des populations, des bénéfices gigantesques grâce auxquels ils ont pu construire leur expansion économique, ne pouvaient être qu'une destination convoitée (facilitée par la connaissance de la langue et des habitudes des anciens patrons) par les masses de migrants qui fuient la misère, la répression et les dévastations laissées en héritage à ces pays par la colonisation puis la décolonisation bourgeoises. Jalouses de leur «identité» nationale et attachées aux privilèges que la domination sur le monde garantissait et garantit encore dans une certaine mesure aux anciens colonisateurs – principalement la Grande-Bretagne, la France et la Belgique –, les bourgeoisies européennes ont toujours joué sur deux tableaux: d'un côté l'accueil, dans la mesure où cette force de travail à bas coût était et est encore nécessaire à leurs entreprises industrielles et commerciales; de l'autre la répression envers l'immigration non voulue et jugée non nécessaire et traitée de «clandestine». Comme les Noirs aux Etats-Unis, les immigrés africains, moyen-orientaux et orientaux n'ont jamais réellement été «intégrés» dans les pays ou par force ou par hasard ils se sont établis.

Non parce qu'ils n'auraient pas voulu abandonner la culture, les habitudes et les coutumes de leurs pays d'origine pour adopter celles du pays où ils vivent; mais parce que le capitalisme, le mode de production dominant, avec toutes ses contradictions et ses antagonismes sociaux se base sur la division et non sur l'union, sur

la domination et non sur l'égalité, sur la guerre et non sur la paix. La division en classes antagonistes n'est pas une invention du marxisme, ni une situation historique temporaire qui pourrait être dépassée par des mesures de politique économique, sociale et diplomatique.

C'est une condition matérielle historique résultant du capitalisme, qui ne pourra être surmontée que par une révolution beaucoup plus profonde que celle qui supprima le féodalisme, une révolution qui sera faite par la seule classe qui n'a rien à gagner mais tout à perdre dans cette société: la classe prolétarienne, la classe des sans-réserves, de ceux qui ne peuvent vivre qu'en se faisant exploiter dans les conditions imposées par le capitalisme.

Mais le fait est que cette classe, en particulier dans les pays les plus puissants, a été tellement écrasée, dominée, intoxiquée en cent ans de domination impérialiste, qu'elle n'a pas encore retrouvé la force de se reconnaître pour ce qu'elle est matériellement et historiquement: la classe antagoniste par excellence au capitalisme, la seule qui possède une tâche historique, condensée dans le programme du communisme révolutionnaire. Ce prolétariat a démontré sa force au dix-neuvième siècle dans les épisodes révolutionnaires dans toute l'Europe en 1848 et dans la Commune de Paris, au vingtième siècle dans la révolution russe et les mouvements révolutionnaires qui au cours des années vingt se sont lancés à l'assaut de l'ordre établi non seulement en Europe mais en Asie. Mais à l'issue d'une longue guerre de classe il fut écrasé par la contre-révolution, l'influence démocratique, pacifiste et opportuniste petite-bourgeoise lui faisant perdre le programme authentiquement communiste et transformant ses organisations en agents de la bourgeoisie.

Une fois battu, le prolétariat européen a été soumis à la politique et aux exigences de l'impérialisme des divers pays; les bour-

geoisies mirent en place les «amortisseurs sociaux» pour répondre à ses besoins élémentaires et, à l'exemple du fascisme, ils adoptèrent une politique de collaboration de classe inscrite dans la loi. Leur but n'était pas d'améliorer le sort de leurs prolétaires en appliquant les droits qui sont démocratiquement inscrits dans toutes les Constitutions, mais de leur faire soutenir le capitalisme et accepter toutes les conséquences de son économie, y compris les plus désastreuses en période de crise et de guerre. Les prolétaires européens et américains, et ceux des autres pays capitalistes développés, ont été habitués pour la défense de leurs intérêts, à utiliser les instruments politiques et économiques bourgeois (élections, parlement, liberté d'entreprise, etc.); mais aussi à les utiliser dans le cadre de la collaboration des classes, ce qui allait au-delà des limites que le vieux réformisme offrait à l'interclassisme.

Pourquoi avons-nous rappelé ces explications à propos de la tragédie de Manchester?

Quand l'antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie disparaît de la scène (bien que la bourgeoisie ne cesse de mener sa lutte contre le prolétariat), l'antagonisme bourgeois et petit-bourgeois apparaît, encore plus violent et chaotique. Les bourgeoisies se mènent entre elles une concurrence et une lutte permanentes; la lutte entre factions bourgeoises concurrentes à l'intérieur d'un même pays est elle aussi un facteur permanent. C'est dans ce cadre d'un affrontement permanent à l'intérieur des couches bourgeoises et petite-bourgeoises concurrentes, s'exprimant tantôt pacifiquement, sur le plan politique, tantôt violemment, y compris sur le plan de la criminalité, que s'inscrivent l'action de groupes et de réseaux dits terroristes: ils sont l'expression d'intérêts opposés à ceux des grands Etats qui par leurs interventions militaires ont détruit les équilibres existants, mettant en mouvement dans le chaos provoqué par

la guerre, de nombreux groupes locaux tendant à s'assurer des parcelles de pouvoir et à tirer profit de l'exploitation de ressources naturelles éventuellement présentes, de prolétaires à exploiter, de voies de communication à contrôler, etc.; ces groupes cherchant à s'affilier à telle ou telle puissance capitaliste ou impérialiste qui tient les cordons de la bourse.

Il est évident que les militants de Daech ou de Al Qaïda ont besoin de fortes motivations idéologiques et matérielles – de même qu'en ont besoin les prolétaires mobilisés pour la défense de la patrie, des intérêts nationaux, en temps de paix ou en temps de guerre. Les soldats qui partaient au massacre lors de la première ou de la deuxième guerre mondiale recevaient la bénédiction des prêtres pour sauver leurs âmes, alors qu'ils allaient massacrer et se faire massacrer; de même les terroristes dont nous parlons reçoivent la bénédiction de leur imam avant d'aller se faire exploser pour répandre la terreur parmi leurs ennemis désignés. La différence est que les armées en général s'affrontent les unes aux autres, alors que ces combattants terroristes vont massacrer des foules qui se divertissent ou vivent pacifiquement dans une vie quotidienne dite normale.

Mais ces terroristes ont une motivation supplémentaire: ils répondent aux bombardements et aux interventions militaires qui détruisent des milliers de vies, d'hommes, de femmes et d'enfants, en semant au cœur des scintillantes métropoles européennes la terreur vécue depuis des années à Falloujah, à Tikrit, à Mossoul, à Bagdad, à Tripoli, à Homs ou dans les villages afghans. Le fait que les auteurs de ces attentats soient presque toujours des citoyens européens de provenance libyenne, syrienne, irakienne, etc., de deuxième ou de troisième génération, démontre d'une part que la fameuse «intégration» n'a pas eue lieu parce que dans cette société l'égalité n'existe pas (ni entre les vivants ni entre les morts); et d'autre part que la persistance de guerres et de massacres dans les anciennes colonies continue à provoquer non seulement la peur et l'effroi, mais aussi la rage et la détermination

# Les hôpitaux gangrenés par le capitalisme

Régulièrement les médias, à la solde de tous les pouvoirs bourgeois successifs, nous abreuvant des difficultés passagères des hôpitaux en période d'épidémie. Ce fut à nouveau le cas avec la vague de grippe que nous avons connue cet hiver. Qui ne peut être indigné par l'engorgement des services d'urgence, outré par les longues heures d'attente avant une prise en charge efficiente, effaré à la vue de patients alités dans les couloirs, sensible et admiratif devant le dévouement du personnel hospitalier faisant tout ce qui est possible pour tenter de pallier aux carences diverses?

Mais contrairement aux informations savamment distillées par la bourgeoisie, cette situation calamiteuse n'a rien de temporaire; elle est permanente et se trouve obligatoirement amplifiée en période de crise. Cette conjoncture est le résultat d'une exigence du capitalisme: maîtriser les dépenses de santé afin d'équilibrer les comptes de la sécurité sociale. Les lois dites Bachelot de 2009 et Touraine en 2013 ont été promulguées pour tenter de satisfaire cette obligation, l'inénarrable Touraine se vantant même d'y être parvenue.

Le grand ordonnateur de cette mission, le ministère de la Santé a créé, pour chaque territoire hexagonal, les Agences Régionales de Santé (ARS). Ces structures imposent aux hôpitaux de strictes directives au niveau budgétaire et n'hésitent pas à utiliser la menace si les objectifs fixés ne sont pas réalisés. Ainsi le déficit autorisé doit souvent ne pas dépasser les 3%. Si tel n'était pas le cas, l'établissement serait sous tutelle de l'ARS qui en assurerait alors la gestion.

Il est bien sûr évident que les investissements occupent une part non négligeable dans le déséquilibre budgétaire: construction de structures nouvelles, entretien

des locaux, évolution des techniques et des matériels sanitaires (scanners, IRM, etc.). Les différentes aides et subventions ne suffisent pas...

Pour satisfaire le diktat des ARS, la direction des hôpitaux est donc dans l'obligation de réaliser des amputations dans les frais de fonctionnement. Ceci est d'autant plus vrai que le déficit constaté peut être fortement accentué par certaines carences inhérentes aux décisions ministérielles.

Ainsi, l'intérim médical est particulièrement onéreux. Il s'agit du recrutement momentané (parfois très court; un week-end par exemple) de praticiens le plus souvent spécialisés (anesthésistes, urgentistes...) pour pallier des arrêts maladie, voire des postes non pourvus. Cette déficience s'explique par l'instauration du *numerus clausus* dont le but est de limiter au niveau national le nombre d'étudiants en médecine, de régler le nombre de diplômés donc de prescripteurs, afin d'alléger les dépenses de la Sécurité Sociale. Les émoluments dévolus à cette pratique sont très coûteux car excessifs et exagérés. Les seuls bénéficiaires sont les médecins qui se font ainsi plus de fric qu'en occupant un poste fixe. On reconnaît bien là l'avidité mercantile de la petite bourgeoisie! Les soignants ne créent-ils pas une pénurie dont ils deviennent les principaux gagnants? De plus, certains refusent de pratiquer de façon permanente dans ce qu'on appelle communément les déserts médicaux.

Pour faire face à ces dépenses, l'hôpital a dû avoir recours aux emprunts à des taux élevés pouvant atteindre 4 à 5%, nouvelle source d'accumulation du déficit. S'ajoute à tout cela le refus du ministère de financer totalement le déroulement de carrière des agents. Il s'agit pourtant de frais dont la responsabilité ne peut être imputée à l'éta-

blissement. Tout cela s'ajoute à la rémunération de l'ensemble des personnels.

Face à cette série, non exhaustive de dépenses de fonctionnement, la principale source de revenu des structures hospitalières provient de la **tarification de l'activité (T2A)** qui a fait suite à la «dotation globale». Cette mesure est appliquée à tous les établissements, qu'ils soient publics ou privés. Les ressources sont calculées à partir d'une mesure de l'activité produite conduisant à l'estimation des recettes. Le prix de chaque acte est fixé chaque année par le ministère de la Santé. Chaque acte étant tarifé, l'établissement, dans un souci uniquement mercantile a donc intérêt à réduire au maximum la durée d'hospitalisation. Cette orientation n'est pas compatible avec une qualité de soins maximum. Ceci conduit à la multiplication des hospitalisations ambulatoires (une journée) qui, parfois, peuvent satisfaire le patient concerné; mais c'est loin d'être toujours le cas. De plus cette tarification présente un caractère pervers dans la mesure où son montant est revu annuellement et souvent à la baisse; pour compenser, l'établissement se trouve dans l'obligation d'augmenter le nombre d'actes. Mais souvent cet accroissement ne corrige pas la domination du taux de T2A.

Le déficit de cette mesure est triple: au niveau financier, en ce qui concerne la qualité des soins, et la dégradation des conditions de travail des personnels.

Comme dans toute économie capitaliste qui se respecte, la seule solution face à une telle situation est de **s'attaquer au capital variable, c'est-à-dire au personnel et plus particulièrement aux prolétaires.**

Dans un hôpital, les frais du personnel se montent à 67% du budget. Les ARS décident de façon bureaucratique la fermeture de lits d'hospitalisation, quitte à en rouvrir en cas de crise. Le diktat induit inévitablement des suppressions de poste de soignants. Qui dit diminution du nombre des personnels dit diminution de la qualité des soins et dégradation des conditions de travail.

De plus le recours à l'emploi précaire est fréquent et abondant; il culmine souvent à plus de 20%. De par sa situation précaire, c'est un personnel malléable et corvéable à souhait et ne bénéficiant pas des mêmes droits pécuniaires que les titulaires. Comme si les économies ainsi réalisées de suffisaient pas, le budget alloué aux agents pour leur formation continue est souvent considérablement revu à la baisse. Cela se traduira inévitablement par une diminution de la qualité des soins.

## FACES À CES ATTAQUES CAPITALISTES, DES LUTTES SE SONT ENGAGÉES

Dans de nombreux endroits, les personnels ont décidé de réagir. Si les médias ont parfois relaté des mobilisations de médecins, ils se sont montrés beaucoup plus discrets concernant les nombreuses **lutes des prolétaires hospitaliers**; elles ont le plus souvent été suscitées par les syndicats CGT, FO, SUD... (très rarement la CFDT, partenaire syndical du gouvernement actuel).

Malheureusement ces mobilisations, parfois importantes par leur nombre, sont restées très souvent prisonnières du collaborationnisme et du réformisme (dialogue stérile avec les directions locales, avec l'ARS; préparation de manifestations avec les flics, les élus locaux, les RG). Parfois les prolétaires se demandent à quoi servent ces luttes pacifiques et respectueuses de la légalité bourgeoise. La bourgeoisie n'est en aucun cas apeurée par ces mobilisations; elle a très bien compris qu'elles servent de soupape de sécurité favorables aux ennemis de la classe prolétarienne. Les prolétaires doivent réorienter leurs méthodes lutte pour se consacrer uniquement à la mobilisation, l'extension et l'unification du mouvement sur des bases de classe. Il est totalement inutile de vouloir coopérer avec les forces petite-bourgeoises sous peine de diluer les revendications prolétariennes

dans un magma réformiste.

## PARFOIS, LES USAGERS DES HÔPITAUX ONT AUSSI TENTÉ DE RÉAGIR

Là où des manifestations se sont déroulées, elles ont parfois mobilisé beaucoup de monde; mais les bases de ces rassemblements étaient marquées du sceau de l'interclassisme: les élus locaux côtoyaient les petits patrons, les cadres, les ouvriers... Le peuple était réuni pour défendre son hôpital.

Il est vrai que les organisateurs, tant syndicaux que représentants des usagers, ont sollicité les divers élus locaux; ces derniers pouvaient être sincèrement attachés à la défense de leur hôpital, mais ce n'était pas le cas pour tous. Les élections présidentielles et législatives se profilaient à l'horizon et la chasse aux voix avait commencé. La rivalité entre certains élus pouvait aussi expliquer certaines présences. N'aurait-il pas été préférable de refuser de dépenser temps et énergie à quémander la présence de ces élus de la bourgeoisie pour se consacrer à organiser le mouvement sur des bases de classe? On aurait alors bien vu s'ils rejoignaient le mouvement: ils auraient certainement brillé par leur absence, mais cela aurait apporté la clarté...

Les prolétaires ne peuvent se désintéresser de ces luttes; ils doivent revendiquer des services de soin au plus près de leur domicile et de leur lieu de travail, d'autant plus que le ministère de la Santé a décidé la mise en place de Groupements Hospitaliers de Territoire qui, par leurs spécialisations, éloigneront certains patients de leur résidence et condamneront les plus petits hôpitaux (lire: les moins rentables) à devenir au mieux des structures gériatriques.

Le prolétariat a raison de se mobiliser et il est du devoir des militants communistes révolutionnaires de les accompagner, d'aider à organiser ces luttes, mais sur des bases anticapitalistes. C'est pourquoi la revendication de «défense de l'hôpital public» doit être dénoncée: l'hôpital public est une entreprise capitaliste comme l'est la clinique privée. Nous sommes en présence ici d'une variété de capitalisme d'Etat: économie mercantile induisant dégradation des conditions de travail des prolétaires concernés et des travailleurs hospitaliers.

De plus ce slogan implique une rivalité qui n'a pas lieu d'être entre les travailleurs du public et du privé, alors que leur exploitation par le système capitaliste est la même. Dans les deux cas, le système de santé bourgeois consacrerait la meilleure de son énergie à la remise sur pied des prolétaires qui pourrissent à être rentables pour le bague capitaliste qui les exploite.

Pour ceux qui ne peuvent plus être rentables, l'économie bourgeoise continuera à les exploiter: le racket des personnes âgées dépendantes, vivant dans les EPHAD (Établissement d'Hébergement pour les Personnes Agées Dépendantes) est absolument scandaleux; mensuellement un forfait hébergement de 2000 euros, voire plus, leur est extorqué! Quant à la prise en charge, elle est souvent inversement proportionnelle à la participation financière. Quelle honte! Triste réalité capitaliste!

**Non à l'union interclassiste!  
Organisation de classe du prolétariat!  
A bas la société du capital!**

## «PARTIDO Y CLASE» Textos del partido N° 2 Marzo de 2017

### 1. Partido y clase en la doctrina marxista

- Tesis sobre el papel del partido comunista (1920)
- Partido y clase (1921)
- Partido y acción de clase (1921)

Folleto 42 páginas, formato A5.  
Precio: 2 €. Pedido a la siguiente dirección: Apdo. Correos 27023 - 28080 Madrid - España

de réagir en déchaînant la violence dans les endroits où elle fera le plus de dommage – et encore mieux s'ils symbolisent un mode de vie insouciant des drames qui ne cessent de se répéter aux marges de l'opulente Europe.

Nous avons déjà dit que ce type de terrorisme a une matrice sociale et idéologique de type petit-bourgeois et nous n'y reviendrons pas.

Reste le fait que la classe dominante y trouve un motif supplémentaire pour appeler les prolétaires à l'union sacrée, à la défense de la démocratie, de la culture, des traditions et des coutumes occidentales, autrement dit à défendre des Etats et un système responsables de toutes les injustices, de toutes les oppressions, de toutes les guerres.

C'est la raison pour laquelle les prolétaires doivent refuser la solidarité envers une patrie qui depuis toujours utilise les mêmes méthodes terroristes, mais à un niveau et avec une efficacité sans aucune mesure avec ceux des groupes du «terrorisme islamique». En se solidarisant avec leurs capitalistes, les prolétaires ne feraient que soutenir les fauteurs des affrontements entre bourgeois, tout en tournant le dos à la seule voie pour en finir avec l'oppression et l'exploitation: la voie de la reprise de la lutte de classe, de l'organisation prolétarienne indépendante pour la défense exclusive de leurs intérêts de classe immédiats et futurs.

La réponse prolétarienne est sans aucun doute la condamnation de ces actes terroristes, mais d'un point de vue de classe, c'est-à-dire du point de vue de l'indépendance organisationnelle, politique et idéologique vis-à-vis de toutes les organisations, de toutes les politiques et de toutes les idéologies de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, qui sont ses ennemis.

D'autre part, la reprise de la lutte de classe aura aussi, comme l'histoire l'a montré, la force d'attirer les poussées de colère provoquées par le désespoir social parmi les couches petite-bourgeoises et de les encadrer dans la perspective classiste révolutionnaire, en leur donnant une perspective non pas idéologique ou morale mais concrète et matérielle: il ne s'agira pas de

sauver les âmes ou d'atteindre un au-delà de paix et de sérénité tandis que dans le bas-monde persiste un sanglant système de misère et d'injustice, mais de participer au combat pour changer le monde et ouvrir la voie à une organisation sociale rationnelle, orientée vers la satisfaction, non des exigences du marché, mais des besoins de l'espèce humaine toute entière.

25/5/017

## « Il Comunista » Nr.148 - Aprile 2017 Nell'interno

- In margine al 60° anniversario dei Trattati di Roma sulla nascita dell'Europa comunitaria. Quanti spettri s'aggirano per l'Europa?
- La lotta dei lavoratori del comparto idrico del napoletano: un esempio da seguire!
- L'America di Trump mostra i muscoli
- Abbasso il circo elettorale!
- In Italia i ponti crollano, ma i profitti sono salvi!
- Nello sforzo comune di difendere la teoria marxista e il patrimonio politico della Sinistra comunista, proseguiamo il lavoro di assimilazione teorica vitale per il partito. La rivoluzione proletaria è internazionale e internazionale sarà la trasformazione socialista dell'economia. (Resoconto sommario della riunione generale di Milano del 17-18 dicembre 2016) (2). Sulla dittatura del proletariato
- A cent'anni dalla prima guerra mondiale. Le posizioni fondamentali del comunismo rivoluzionario non sono cambiate, semmai sono ancor più intransigenti nella lotta contro la democrazia borghese, contro il nazionalismo e contro ogni forma di opportunismo, vera intossicazione letale del proletariato (5)
- A proposito di terremoti e ricostruzione: in 49 anni nel Belice la ricostruzione non è stata completata!
- 8 Marzo. Per la donna proletaria esiste una sola via: la lotta di classe anticapitalistica, quindi antiborghese e antidemocratica!

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €; 5 CHF; £ 1,5 - Abbonamento annuo: 8 €; 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 16 €; 50 CHF; £ 12

## Bombardement de troupes du régime en Syrie L'Amérique de Trump a montré ses muscles

Le désordre mondial apparu depuis l'écroulement de l'empire russe en 1989-1991 et la série de guerres locales qui ont suivi et que les diverses puissances impérialistes ont cherché à mettre à profit pour défendre au mieux leurs intérêts, est maintenant l'état normal de l'impérialisme.

Les contradictions de la société bourgeoise sur tous les plans, économique, politique, social, financier, culturel et naturellement militaire, explosent à des intervalles de plus en plus rapprochés, dans le temps comme dans l'espace. L'impérialisme, c'est-à-dire la politique de rapine et de brigandage que mènent tous les pays capitalistes les plus développés pour s'accaparer ou contrôler des parts de marché et des «territoires économiques», ne peut pas résoudre ces contradictions; elle ne peut au contraire que les pousser jusqu'au niveau d'un affrontement mondial entre les puissances qui ont divisé la planète en zones d'influence et de colonisation.

Les deux guerres mondiales en ont fait la démonstration: elles ont été utilisées par les puissances impérialistes pour se répartir le monde mais en même temps ce nouvel ordre établi par la victoire militaire portait en lui les germes d'un futur désordre mondial. La bourgeoisie d'un pays lutte en permanence contre les bourgeoisies concurrentes des autres pays; plus l'économie capitaliste se développe, plus la bourgeoisie qui en personnifie les intérêts et en tire tous les bénéfices et les privilèges sociaux, économiques et politiques, devient avide et insatiable. La concurrence économique et financière sur le marché mondial à un certain degré élève inévitablement le niveau de l'affrontement; les concurrents les plus puissants, les mieux organisés, les plus agressifs tendent à se tailler des parts de marché et des zones d'influence.

Cependant le développement du capitalisme et de ses contradictions fait que d'autres acteurs finissent par devenir des concurrents, même plus petits en termes de force économique et financière, mais importants du point de vue stratégique grâce à leurs ressources naturelles, leur position géographique ou leur activité politique et militaire dans leur région.

De la moitié du dix-neuvième siècle jusqu'au début du vingtième, le cadre international était caractérisé par le partage du monde entre les puissances coloniales européennes, parmi lesquelles dominait la Grande-Bretagne. Cette situation a complètement changé après la première et surtout la deuxième guerre mondiale. Les vieilles puissances coloniales en déclin ont laissé la place à de nouvelles puissances impérialistes: les Etats Unis et la Russie, grands vainqueurs de la deuxième guerre mondiale se sont partagés le monde en grandes zones d'influence; l'occident euro-américain (dont dépendaient l'Europe occidentale, le continent africain, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et une partie importante de l'Extrême-Orient d'un côté, et de l'autre l'Orient euro-russe (dont faisaient partie l'Europe de l'Est, la Chine et une partie de l'Indochine) où persistait la place des anciens pays colonialistes, principalement la Grande-Bretagne et la France. Les frontières de certaines régions du monde ont été historiquement délimitées par l'action de ces puissances coloniales dans le seul but de satisfaire leurs intérêts.

A partir de la grande crise capitaliste de 1973-75, qui ne déboucha pas sur une troisième guerre mondiale en raison d'une série de facteurs économiques et politico-militaires qui repoussèrent dans le temps sa maturation, la situation internationale fut davantage marquée par les points faibles

des grandes puissances impérialistes que par leurs points forts. Du côté américain: la défaite au Vietnam, la série interminable des guerres de libération nationale en Afrique et Extrême Orient, les pays du Moyen-Orient (d'importance stratégique notamment pour le pétrole) constamment secoués par des guerres locales et intestines, une Allemagne et un Japon devenant de redoutables concurrents économiques tout en constituant des marchés vitaux pour les marchandises des Etats-Unis; du côté russe, un développement capitaliste qui avait encore besoin d'une exploitation monopoliste de ses satellites et qui ne poussait nullement à un affrontement militaire avec ces derniers; l'«équilibre de la terreur» qui sanctionnait le partage du monde étant aussi garant du statu quo. Démonstration que toutes les crises internationales, même graves (comme la Corée en 1950 ou l'Irak en 1991), ne débouchent pas sur un conflit mondial; mais toute crise, régionale ou mondiale, accumule des facteurs d'affrontement toujours plus graves et insolubles sinon par la force militaire ouverte.

Après cette période dite de l'équilibre de la terreur, où pendant des décennies le monde fut en quelque sorte sous condominium russo-américain, nous sommes entrés dans une nouvelle ère où aucune puissance impérialiste n'est capable de dicter l'agenda mondial des rapports entre Etats capitalistes. C'est un des motifs pour lesquels les puissances impérialistes tendent à camoufler leurs intérêts derrière les intérêts locaux de tel ou tel pays – ce qui ne les empêche pas d'intervenir directement, comme en Libye, quand cela ne risque pas de déboucher sur une guerre inter-impérialiste.

Et c'est ce qui depuis plus de 5 ans se passe en Syrie, pays qui aurait dû voir la chute de Bachar El Assad sous les pressions diplomatiques, économiques et militaires des Etats-Unis – ce qui n'a pas eu lieu.

Durant ces cinq années la population syrienne a subi des violences, des brutalités et des exactions de tout type de la part de toutes les forces belligères: de l'armée régulière, des diverses milices rebelles dont ISIS, des bombardements des Russes, des Turcs des Américains et de tous leurs alliés. Il n'y a aucun doute que le régime d'Assad a utilisé la violence la plus brutale contre son propre peuple, mais toutes les autres forces militaires agissant sur le terrain ont fait de même.

La Syrie, beaucoup plus que la Libye est un pays stratégique pour les puissances impérialistes du fait de ses bases aériennes et portuaires qui donnent des possibilités d'action sur toute l'aire méditerranéenne et moyen-orientale; pour les puissances européennes et en premier lieu la France qui a une vieille tradition de sanglante domination impérialiste dans ce pays et dans la région; pour les Etats-Unis qui ne peuvent accepter de voir la Russie reprendre le contrôle de ce pays; pour l'Iran, nouvelle puissance régionale, qui a trouvé un appui dans la Russie de Poutine, qui ne peut accepter que l'Arabie Saoudite et Israël s'implantent dans le seul pays arabe qui est son allié (en s'appuyant y compris sur l'affinité religieuse); pour la Turquie enfin qui ne peut rester à l'écart de l'empoignade.

L'attaque chimique (on parle de gaz sarin) le 4 avril par l'aviation du régime sur les habitants de Kan Cheikoun, un village contrôlé par les rebelles à une cinquantaine de km de la ville de Idlib (région de Homs), qui a fait plus de 80 morts a été

le prétexte utilisé par Trump pour tirer des missiles depuis les porte-avions américains présents dans la zone: 159 missiles de croisière Tomahawk ont été lancés contre la base aérienne de Chayrat d'où était partie l'attaque (seuls 23 auraient atteint leur cible). Les dégâts ont été peu importants et dès le lendemain l'aviation syrienne reprenait ses attaques à partir de cette base. La «sérieuse riposte» américaine qui, a été déclenchée, selon ce qu'a déclaré hypocritement Trump, parce que «Assad a arraché la vie à des hommes, femmes et enfants sans défense. (...) Même de magnifiques bébés ont été cruellement assassinés. Aucun enfant de Dieu ne devrait subir de telles horreurs», n'a eu qu'un effet de propagande étant donné que la base avait été préventivement évacuée, les Américains ayant prévenu les Russes, sachant bien que ceux-ci prévendraient les Syriens...

Face aux innombrables massacres subis par la population syrienne, à quoi sert ce bombardement? Trump a-t-il voulu faire comprendre au président chinois Xi Jinping participant ce même jour à une réunion avec lui, que l'Amérique «ne plaisante pas» en l'avertissant à propos de la Corée du Nord? A-t-il voulu intimider la Russie, premier soutien du régime syrien et la dissuader de bombarder les rebelles soutenus par les Etats-Unis? A-t-il voulu lancer un avertissement à la Turquie qui cherche à se rapprocher de la Russie, en lui rappelant qu'elle est membre de l'OTAN et ne doit pas jouer un double jeu? A-t-il voulu indiquer à ses propres militaires que les porte-avions américains en Méditerranée ne sont pas là seulement pour regarder mais pour frapper? A-t-il voulu indiquer à ses électeurs que le nouveau président ne s'intéresse pas seulement aux mines de charbon et à la réforme de la santé d'Obama?

Probablement tout cela en même temps, même s'il est évident pour toutes les chancelleries du monde que les Etats-Unis n'arrivent pas à sortir de l'impasse où ils se trouvent en Syrie (et pas seulement là, étant donné la situation en Irak et en Libye) et que Trump n'a pas d'autre politique que celle suivie par d'Obama, qui lui est dictée, à chaque fois, par les divers lobbys dominants.

Qui qu'il en soit, il n'y a pas de doute que si les Etats-Unis montrent leurs muscles, c'est évidemment pour défendre leurs intérêts nationaux!

La Syrie est devenue un lieu où les plus grandes puissances impérialistes comme les puissances capitalistes régionales, jouent leur propre partie avec l'objectif de s'emparer d'une partie du butin constitué par son territoire (et, à l'occasion, de mettre aussi la main sur une partie de l'Irak – déjà divisé suivant des lignes confessionnelles et où interviennent contre ISIS, avec des objectifs différents, occidentaux, Iraniens et Turcs). Russes, Iraniens et Turcs sont entrés en négociation pour arriver un accord pour se partager des «zones d'influence» en Syrie, et les Américains tentent de mettre un frein à cette initiative pour ne pas être écarté du partage du gâteau...

Si les masses syriennes n'ont rien de bon à attendre du sanglant régime de Bachar El Assad et de ses alliés russes et iraniens, elles n'ont rien non plus à espérer de la coalition américaine et des milices rebelles soutenues par elle, ni des milices de l'«Etat Islamique». Dans cette guerre elles sont les victimes sacrificielles, massacrées dans leur pays et maltraitées dans l'émigration. Elles ne peuvent malheureusement pas compter sur un mouvement ouvrier organisé et capable de mener une lutte, même élémentaire, indépendamment et contre tous les belligères, parce que depuis des années elles ont été orientées, notamment par les forces issues du stalinisme, vers le nationalisme et le confessionnalisme et que leur révolte spontanée n'a pu aller au-delà de simples aspirations démocratiques.

Ce qui pourrait donner aux prolétaires syriens un espoir pour l'avenir serait la ren-

contre dans l'émigration avec des prolétaires orientés sur des positions révolutionnaires de classe, solidement liés aux traditions, non de la résistance antifasciste, intégralement interclassiste et bourgeoise, mais des luttes de classe des prolétaires russes, serbes, allemands, italiens..., qui pendant et après la première guerre mondiale entrèrent en lutte contre tous les brigands impérialistes et pour la révolution socialiste, anticapitaliste et antibourgeoise.

10/4/2017

### Pour la diffusion internationale de la presse du parti !

L'augmentation incessante des tarifs postaux constitue un obstacle de plus en plus grand à la circulation de notre presse et de nos publications, surtout au niveau international. Par exemple l'envoi d'un exemplaire de *Proletarian* à une librairie américaine revient à 2,6 euros alors que le bulletin est vendu à l'équivalent de 1,5 euros!

Une première réponse à cette situation est le recours à l'internet et c'est la raison pour laquelle nous travaillons à améliorer le site du parti. Mais la diffusion électronique ne peut pas remplacer complètement la diffusion papier, y compris gratuite (Bibliothèques, etc.), qui reste souvent indispensable.

Pour maintenir et si possible accroître cette-ci, nous avons besoin du soutien de nos lecteurs et sympathisants.

**Souscrivez pour la diffusion de la presse du parti!**  
**Abonnez-vous, ré-abonnez-vous!**

**Notre site Internet :**  
[www.pcint.org](http://www.pcint.org)  
**Adresse e-mail :**  
[leproletaire@pcint.org](mailto:leproletaire@pcint.org)

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

#### Deuxième liste 2017

Aix: 150,00 / Jacky: 16,50 / JL: 50,00 / Joël: 100,00 / JT: 22,00 / Paris: 600 / Premier mai: 603,00 / Pour la diffusion internationale de la presse: S: 230,00 D: 486,50

**Total liste: 2258,00**  
**Total général: 3303,50**

### Points de contact:

**PACA, Paris:** pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

### CORRESPONDANCE :

**Pour la France :** Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07  
**Pour la Suisse :** L'adresse sera prochainement modifiée. Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.  
**Pour l'Italie :** Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano  
**Pour l'Espagne:** Apdo. Correos 27023, 28080 Madrid

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.  
**Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / Amérique latine: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**